

No. 57155*

**Greece
and
Kuwait**

Agreement between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the State of Kuwait on the promotion and reciprocal protection of investments (with notes verbales of correction, Athens, 06 October 2017 and 18 December 2017). Athens, 12 June 2014

Entry into force: 28 March 2019, in accordance with article 14

Authentic texts: Arabic, English and Greek

Registration with the Secretariat of the United Nations: Greece, 1 April 2022

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Grèce
et
Koweït**

Accord entre le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de l'État du Koweït relatif à la promotion et à la protection réciproques des investissements (avec notes verbales de rectification, Athènes, 06 octobre 2017 et 18 décembre 2017). Athènes, 12 juin 2014

Entrée en vigueur : 28 mars 2019, conformément à l'article 14

Textes authentiques : arabe, anglais et grec

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : Grèce, 1^{er} avril 2022

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[TRANSLATION – TRADUCTION]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT DU KOWEÏT RELATIF À LA PROMOTION ET À LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de l'État du Koweït, ci-après dénommés les « Parties contractantes »,

Désireux de créer des conditions favorables au renforcement de la coopération économique entre eux et notamment en ce qui concerne les investissements réalisés par les investisseurs d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante,

Reconnaissant que la promotion et la protection réciproques de ces investissements sont de nature à stimuler les initiatives individuelles dans le domaine des affaires et à accroître la prospérité des deux États,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Définitions

Aux fins du présent Accord :

1. Le terme « investissements » désigne tout type d'actif détenu ou contrôlé directement ou indirectement par un investisseur de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, et notamment mais non exclusivement :

- a) les biens matériels et immatériels, mobiliers et immobiliers, et tous droits in rem tels que les usufruits, les hypothèques, les privilèges et les gages ;
- b) une société ou des actions, parts et autres formes de participation au capital d'une société, des obligations et autres titres de créance sur une société, ainsi que d'autres instruments de crédit, emprunts et titres émis par un investisseur ;
- c) les créances pécuniaires et sur tout actif et droits à toutes prestations contractuelles ayant une valeur économique ;
- d) les droits de propriété intellectuelle ;
- e) tout droit conféré par voie législative, en vertu d'un contrat ou de licences ou permis octroyés conformément au droit, y compris les droits à la prospection, l'extraction, ou l'exploitation de ressources naturelles ;

Le terme « investissements » désigne également les « revenus » non distribués aux fins de réinvestissement ainsi que les produits de toute « liquidation ».

Aucune modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte leur qualification d'investissement.

2. Le terme « investisseur » désigne, s'agissant d'une Partie contractante :

- a) toute personne physique qui a la nationalité de cette Partie contractante conformément à sa législation applicable ;
- b) toute personne morale ou toute autre entité, y compris les entreprises, les sociétés, les associations professionnelles et les sociétés de personnes, qui sont constituées conformément à la législation de cette Partie contractante ;

c) le Gouvernement de cette Partie contractante.

3. Le terme « revenus » désigne toute somme provenant d'un investissement, quelle que soit la forme sous laquelle le paiement est effectué et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, plus-values, dividendes, redevances, les honoraires de gestion, les rémunérations d'assistance technique ou autres rétributions, ainsi que les paiements en nature.

4. Le terme « territoire » désigne le territoire d'une Partie contractante, y compris toute zone située au-delà de la mer territoriale qui, conformément au droit international, a été ou pourra être désignée, en vertu de la législation d'une Partie contractante, comme une zone sur laquelle une Partie contractante peut exercer des droits souverains ou une juridiction.

5. L'expression « monnaie librement convertible » désigne une monnaie largement négociée sur les marchés des changes internationaux et largement utilisée dans les transactions internationales.

Article 2. Admission et promotion des investissements

1. Chacune des Parties contractantes encourage et admet les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante sur son territoire, conformément à sa législation et à sa réglementation.

2. En ce qui concerne les investissements admis sur son territoire, chacune des Parties contractantes accorde auxdits investissements tous les permis, assentiments, agréments, licences et autorisations, dans la mesure et selon les modalités et conditions fixées par sa législation et sa réglementation.

3. Les Parties contractantes peuvent se consulter de la manière qu'elles jugent appropriée afin de promouvoir et de faciliter les investissements sur leur territoire respectif.

4. Sous réserve de l'application des lois, règlements et procédures d'une Partie contractante concernant l'entrée, le séjour et le travail des personnes physiques :

- a) une Partie contractante examine de bonne foi les demandes formulées par les investisseurs de l'autre Partie contractante et le personnel d'encadrement qui est employé par ces investisseurs, y compris les membres de leur famille, pour être autorisés à entrer et à rester temporairement sur son territoire afin d'y exercer des activités liées aux investissements, y compris la fourniture de conseils ou de services techniques essentiels.
- b) les sociétés constituées en vertu de la législation et de la réglementation d'une Partie contractante, et qui constituent des investissements d'investisseurs de l'autre Partie contractante, sont autorisées à engager les cadres supérieurs et le personnel technique de leur choix, indépendamment de leur nationalité.

5. Chacune des Parties contractantes peut, dans la mesure où sa législation et sa réglementation applicables le permettent, autoriser le transport de biens ou de personnes liés à un investissement par des entreprises de l'autre Partie contractante.

Article 3. Protection des investissements

1. Les investissements réalisés par des investisseurs d'une Partie contractante bénéficient en tout temps d'un traitement juste et équitable et d'une pleine sécurité et protection sur le territoire

de l'autre Partie contractante, dans le respect du droit international et des dispositions du présent Accord. Aucune Partie contractante n'entrave d'une quelconque manière la gestion, la conservation, l'usage, l'expansion, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation d'investissements réalisés sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante du fait de mesures arbitraires ou discriminatoires.

2. Chacune des Parties contractantes met à la disposition du public ses lois, ses règlements, ses procédures, ses directives, ses orientations et ses décisions judiciaires et administratives d'application générale, ainsi que ses accords internationaux qui portent ou influent sur la mise en œuvre du présent Accord ou sur les investissements réalisés sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante.

3. Chacune des Parties contractantes prévoit des voies de recours effectives visant à faire valoir et à appliquer les droits en matière d'investissements. Chacune des Parties contractantes garantit aux investisseurs de l'autre Partie contractante le droit d'accès à ses cours de justice, à ses tribunaux et services administratifs, et à toutes autres instances ayant pouvoir de juridiction contentieuse, ainsi que le droit de mandater les personnes de leur choix, qui, en vertu de la législation et de la réglementation applicables, ont qualité pour faire valoir les revendications et exercer les droits relatifs à leurs investissements.

4. En outre, une fois admis, les investissements ne sont pas soumis par l'une ou l'autre des Parties contractantes à des prescriptions supplémentaires susceptibles de compromettre leur viabilité ou d'avoir des répercussions défavorables sur leur gestion, leur conservation, leur usage, leur expansion, leur jouissance, leur vente ou toute autre forme d'aliénation.

Article 4. Traitement des investissements

1. Chacune des Parties contractantes accorde aux investissements réalisés sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements d'investisseurs de tout État tiers, le traitement le plus favorable étant retenu.

2. Chacune des Parties contractantes accorde aux investisseurs de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne la gestion, la conservation, l'usage, l'expansion, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation de leurs investissements sur son territoire, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout État tiers, le traitement le plus favorable étant retenu.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article :

- a) ne sauraient être interprétées comme obligeant l'une des Parties contractantes à étendre aux investisseurs de l'autre Partie contractante le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège résultant :

- de sa participation à toute union douanière, union monétaire, union économique, accord d'intégration économique régionale ou accord international de même nature, existant ou futur, ou

- de tout accord ou arrangement international ayant trait en tout ou en partie à la fiscalité.

- b) ne s'appliquent pas en ce qui concerne le paragraphe 5 de l'article 7 du présent Accord.

Article 5. Expropriation

1. a) Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ne sont ni nationalisés, ni expropriés, ne font pas l'objet d'une dépossession ni ne sont soumis à des mesures directes ou indirectes ayant un effet équivalent à une nationalisation, à une expropriation ou à une dépossession (ci-après dénommées « expropriation ») par l'autre Partie contractante, si ce n'est dans le cadre de mesures prises dans l'intérêt public pour les besoins internes de ladite Partie contractante et en conformité avec les garanties d'une procédure régulière d'application générale, sur une base non discriminatoire et contre le versement rapide et effectif d'une indemnisation appropriée.

b) Le montant de cette indemnité correspond à la valeur réelle de l'investissement exproprié et est déterminé et calculé conformément aux principes d'évaluation reconnus au niveau international, sur la base de la juste valeur marchande de l'investissement exproprié immédiatement avant que l'expropriation n'ait lieu ou que l'intention d'exproprier ne soit rendue publique, suivant la première situation qui se présente. L'indemnisation inclut également un intérêt à un taux commercial établi sur la base du marché à partir de la date d'expropriation jusqu'à la date de paiement.

2. Sur la base des principes énoncés dans le paragraphe 1 du présent article et sans préjudice des droits conférés à l'investisseur en vertu de l'article 9 du présent Accord, l'investisseur lésé est autorisé à demander le réexamen dans les plus brefs délais, par une autorité judiciaire ou par toute autre autorité compétente et indépendante de la Partie contractante qui a procédé à l'expropriation, de son cas, y compris l'évaluation de ses investissements et le paiement des indemnités correspondantes.

3. Pour plus de clarté, il est convenu que le terme « expropriation » couvre les situations d'expropriation, par l'une des Parties contractantes, des avoirs d'une société ou d'une entité juridique constituée conformément à la législation en vigueur sur son propre territoire et dans laquelle un investisseur de l'autre Partie contractante a réalisé un investissement.

4. Aux fins du présent Accord, le terme « expropriation » couvre également les interventions ou les mesures réglementaires émanant de l'une ou l'autre des Parties contractantes, qui sont une confiscation de fait et équivalent à une expropriation, en ce sens que ces mesures ont pour effet de déposséder effectivement l'investisseur de sa propriété ou du contrôle qu'il exerce sur l'investissement ou des bénéfices substantiels qu'il en tire, ainsi que les interventions ou les mesures qui peuvent se solder par des pertes ou des dommages quant à la valeur économique de l'investissement, tels que le gel ou le blocage de l'investissement, la levée de taxes arbitraires ou excessives sur l'investissement, la vente forcée de la totalité ou d'une partie de l'investissement, ou d'autres mesures comparables.

Article 6. Indemnisation des pertes

1. Les investisseurs d'une Partie contractante dont les investissements sur le territoire de l'autre Partie contractante subissent des pertes dues à une guerre ou à tout autre conflit armé, état d'urgence nationale, révolte, troubles civils, insurrection, émeute et autres troubles semblables sur le territoire de l'autre Partie contractante bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement, en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, la compensation ou autre règlement, non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout État tiers, le traitement le plus favorable pour l'investisseur étant retenu.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 du présent article, les investisseurs d'une Partie contractante qui, dans l'une des situations mentionnées dans ce paragraphe, subissent des pertes sur le territoire de l'autre Partie contractante résultant :

- a) de la réquisition de leur investissement ou d'une partie de ce dernier par les forces ou les autorités de cette dernière ;
- b) la destruction de tout ou partie de leurs investissements par les forces ou les autorités de cette dernière, alors que la situation ne l'exigeait pas,

se voient accorder une restitution ou une indemnisation qui, dans les deux cas, doit être prompte, appropriée et effective.

Article 7. Transferts

1. Chacune des Parties contractantes garantit aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert des paiements relatifs à un investissement à destination ou en provenance de son territoire, y compris le transfert :

- a) des capitaux initiaux et des capitaux supplémentaires destinés à l'entretien, à la gestion et au développement des investissements ;
- b) des revenus ;
- c) des paiements effectués au titre d'un contrat, y compris l'amortissement du principal et les paiements d'intérêts courus, effectués en vertu d'un contrat de prêt ;
- d) des redevances en rapport avec les droits visés à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article premier ;
- e) du produit de la vente ou de la liquidation totale ou partielle des investissements ;
- f) des gains et autres rémunérations du personnel recruté à l'étranger aux fins d'un investissement ;
- g) des indemnités versées au titre des articles 5 et 6 ;
- h) des paiements visés à l'article 8 ;
- i) des paiements résultant du règlement de différends.

2. Les transferts visés au paragraphe 1 sont effectués sans délai ni restrictions et, sauf dans le cas des paiements en nature, dans une monnaie librement convertible. Si les transferts requis sont effectués avec retard, l'investisseur lésé est en droit de recevoir des intérêts pour la durée du retard.

3. Les transferts sont effectués au cours au comptant en vigueur pour la monnaie dans laquelle le transfert s'effectue sur le territoire de la Partie contractante hôte à la date desdits transferts.

4. Le terme « sans délai » s'entend de la période habituellement prévue pour l'accomplissement des formalités requises pour le transfert des paiements. Ladite période prend cours le jour où la demande de transfert a été introduite et ne peut en aucun cas excéder un mois.

5. Les dispositions des paragraphes 1 à 4 du présent article n'empêchent pas une Partie contractante de s'acquitter de ses obligations internationales ou des obligations résultant de son appartenance à une organisation d'intégration économique régionale à laquelle elle a transféré des compétences souveraines, en ce qui concerne les restrictions des mouvements de capitaux à destination ou en provenance de tout pays tiers.

Article 8. Subrogation exécutoire

1. Si l'une des Parties contractantes ou son organisme désigné (la « Partie qui indemnise ») effectue un paiement en exécution d'une indemnisation ou d'une garantie qu'ils ont accordé au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante (l'« État hôte »), l'État hôte reconnaît :

- a) le transfert à la Partie qui indemnise, en vertu de la législation ou d'une transaction juridique, de l'ensemble des droits, obligations ou titres de la partie indemnisée ;
- b) le droit de Partie qui indemnise à exercer lesdits droits et à appliquer lesdits titres par subrogation dans la même mesure que la partie indemnisée.

2. La première Partie contractante a droit, en toute circonstance, au même traitement en ce qui concerne :

- a) les droits et réclamations acquis en vertu de la subrogation dont il s'agit ;
- b) les paiements qui découlent desdits droits, obligations ou titres,

dans la mesure où la partie indemnisée était en droit de les recevoir en vertu du présent Accord, en ce qui concerne l'investissement concerné et ses revenus connexes.

Article 9. Règlement des différends entre une Partie contractante et un investisseur

1. Les différends entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante s'agissant d'une obligation de cette première aux termes du présent Accord sont, dans la mesure du possible, réglés à l'amiable entre les parties aux différends.

2. À défaut de règlement dans les six mois à compter de la date à laquelle l'une ou l'autre partie au différend a demandé le règlement à l'amiable en transmettant une notification écrite à l'autre partie, le différend est soumis, au choix de l'investisseur partie au différend :

- a) aux tribunaux compétents de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé ;
- b) conformément à toute procédure de règlement des différends applicable préalablement convenue ;
- c) à l'arbitrage international conformément aux paragraphes suivants du présent article.

3. Dans le cas où un investisseur choisit de soumettre le différend à l'arbitrage international, le différend est soumis à l'un des organismes suivants :

- a) à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (« le Centre ») établi en application de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États, ouverte à la signature à Washington le 18 mars 1965 (la « Convention de Washington ») ;
- b) à un tribunal d'arbitrage établi selon le Règlement d'arbitrage (le « Règlement ») de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), étant entendu que ce Règlement peut être modifié par les parties au différend (l'autorité investie du pouvoir de nomination visée à l'article 7 du Règlement est le Secrétaire général du Centre) ;

- c) à un tribunal d'arbitrage constitué conformément au règlement d'arbitrage de tout organisme d'arbitrage accepté d'un commun accord par les parties au différend.

4. Nonobstant le fait que l'investisseur puisse avoir soumis le différend à une procédure d'arbitrage contraignante en vertu du paragraphe 3, il est autorisé, préalablement à l'ouverture de la procédure d'arbitrage ou pendant ladite procédure, à demander aux tribunaux judiciaires ou administratifs de la Partie contractante qui est partie au différend une ordonnance de référé en vue de la préservation de ses droits et intérêts, pourvu qu'il ne demande pas le paiement de dommages et intérêts.

5. Chacune des Parties contractantes consent dès lors inconditionnellement à ce que tout différend relatif à un investissement soit soumis à une procédure d'arbitrage contraignante conformément au choix de l'investisseur aux termes des alinéas a) et b) du paragraphe 3 ou à une procédure convenue d'un commun accord par les parties au différend aux termes de l'alinéa c) du paragraphe 3.

6. a) Le consentement donné au paragraphe 5, conjointement avec le consentement donné en vertu du paragraphe 3, doivent satisfaire à l'exigence de convention écrite, imposée aux parties à un différend, aux fins de chacune des dispositions du chapitre II de la Convention de Washington, du Règlement du Mécanisme supplémentaire, de l'article II de la Convention des Nations Unies pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, faite à New York le 10 juin 1958 (la « Convention de New York ») et de l'article premier du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI.

- b) Tout arbitrage au titre du présent article, tel que convenu mutuellement par les parties au différend, a lieu dans un État partie à la Convention de New York. Les demandes soumises à l'arbitrage ci-après sont considérées comme résultant d'une relation commerciale ou d'une transaction aux fins de l'article premier de la Convention de New York.
- c) Aucune des Parties contractantes n'accorde la protection diplomatique ou ne formule de revendication internationale au sujet de tout différend soumis à l'arbitrage sauf si l'autre Partie contractante a omis de se soumettre ou de se conformer à la sentence rendue à propos du différend. La protection diplomatique, aux fins du présent paragraphe, ne comprend pas les échanges diplomatiques informels ayant pour seul objet de faciliter le règlement du différend.

7. Le tribunal d'arbitrage établi en vertu du présent article statue sur l'objet du différend conformément aux règles de droit convenues d'un commun accord par les parties au différend. Faute d'accord entre les parties, ledit tribunal applique le droit de la Partie contractante partie au différend, y compris les règles relatives aux conflits de lois, ainsi que les dispositions pertinentes du présent Accord et les principes de droit international reconnus en la matière.

8. Aux fins de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 25 de la Convention de Washington, tout investisseur qui n'est pas une personne physique, qui possède la nationalité d'une Partie contractante partie au différend à la date du consentement écrit visé au paragraphe 6) et qui, avant qu'un différend ne survienne entre lui-même et ladite Partie contractante, était contrôlé par des investisseurs de l'autre Partie contractante, sera considéré comme un « ressortissant d'un autre État contractant » et aux fins du paragraphe 6 de l'article premier du Règlement du Mécanisme supplémentaire, comme un « ressortissant d'un autre État ».

9. Les sentences arbitrales, qui peuvent comprendre l'octroi d'intérêts, sont définitives et contraignantes pour les parties au différend. Chacune des Parties contractantes exécute sans délai lesdites sentences et veille à ce qu'elles soient effectivement appliquées sur son territoire.

10. Dans le cadre de tout type de procédure, qu'elle soit judiciaire, arbitrale ou autre, ou de l'exécution de toute décision ou sentence, rendue à propos d'un différend relatif à un investissement entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante, aucune des Parties contractantes n'invoque, comme moyen de défense, son immunité souveraine. Aucune demande reconventionnelle ni droit de compensation ne peuvent être fondés sur le fait que l'investisseur concerné a reçu ou recevra de tout tiers, quel qu'il soit, public ou privé, y compris l'autre Partie contractante et ses collectivités publiques, instances ou organes, en exécution d'un contrat d'assurance, une indemnisation ou toute autre forme de compensation pour tout ou partie des dommages présumés.

Article 10. Règlement des différends entre les Parties contractantes

1. Tout différend entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord est réglé, dans la mesure du possible, dans le cadre de consultations et de négociations menées par la voie diplomatique.

2. Si le différend n'a pas été réglé dans les six mois à compter de la date à laquelle lesdites consultations ou négociations ont été demandées par l'une ou l'autre Partie contractante et sauf convention écrite contraire entre les Parties contractantes, l'une ou l'autre Partie contractante peut, par notification écrite à l'autre Partie contractante, soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage ad hoc conformément aux dispositions suivantes du présent article.

3. Le tribunal d'arbitrage est constitué de la manière suivante : chacune des Parties contractantes désigne un membre du tribunal et ces deux membres choisissent d'un accord un ressortissant d'un État tiers, qui est nommé Président du tribunal par les deux Parties contractantes. Les membres du tribunal sont désignés dans les deux mois et le Président dans les quatre mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a informé l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.

4. Si dans les délais prévus au paragraphe 3 du présent article, les désignations nécessaires n'ont pas été faites, l'une ou l'autre des Parties contractantes peut, à défaut de tout autre arrangement, inviter le Président de la Cour internationale de Justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le Président de la Cour est un ressortissant de l'une des Parties contractantes ou s'il ne peut s'acquitter de cette fonction pour une quelconque raison, le Vice-Président ou, si lui aussi est un ressortissant de l'une des Parties contractantes ou est empêché de s'acquitter de cette fonction, le membre de la Cour ayant le plus d'ancienneté qui n'est pas un ressortissant de l'une ou l'autre des Parties contractantes, est invité à procéder aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage statue sur la base du présent Accord et des principes reconnus du droit international en la matière.

6. Le tribunal fixe son propre règlement. Le tribunal statue à la majorité des voix. Sa décision est définitive et contraignante pour les deux Parties contractantes.

7. Chacune des Parties contractantes prend à sa charge les frais afférents à l'activité du membre du tribunal d'arbitrage qu'elle a désigné ainsi que les frais de sa défense dans la procédure d'arbitrage. Les frais du Président et tous les autres frais de la procédure d'arbitrage sont assumés à parts égales par les deux Parties contractantes. Le tribunal d'arbitrage peut

toutefois, à son gré, ordonner que l'une des deux Parties contractantes prenne en charge une plus grande partie ou la totalité de ces frais.

Article 11

Application d'autres règles

1. Si la législation de l'une ou l'autre des Parties contractantes ou des obligations découlant du droit international en vigueur ou adoptées par la suite entre les Parties contractantes venaient s'ajouter au présent Accord et si ladite législation prévoit une règle générale ou particulière reconnaissant aux investissements réalisés par les investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement plus favorable que celui prévu au présent Accord, ladite règle, dans la mesure où elle serait plus favorable, l'emporte sur le présent Accord.

2. Chacune des Parties contractantes se conforme à toute autre obligation qui pourrait lui incomber concernant l'investissement particulier d'un investisseur de l'autre Partie contractante.

Article 12. Consultations

Les Parties contractantes tiennent des consultations, au besoin, sur toute question relative à l'application du présent Accord. Lesdites consultations se déroulent sur proposition de l'une des Parties contractantes au lieu et à la date convenus entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

Article 13. Champ d'application de l'Accord

Le présent Accord s'applique à tous les investissements réalisés sur le territoire de l'une des Parties contractantes conformément à sa législation par des investisseurs de l'autre Partie contractante avant comme après son entrée en vigueur.

Article 14. Entrée en vigueur

Le présent Accord entre en vigueur trente jours après la date à laquelle les Parties contractantes se sont mutuellement notifiées par écrit l'accomplissement de leurs formalités constitutionnelles nécessaires à cet effet.

Article 15. Durée et dénonciation

1. Le présent Accord reste en vigueur pour une période de vingt ans et est reconduit pour des périodes successives de dix ans, à moins que, au moins un an avant l'expiration de la période initiale ou de toute période ultérieure de validité, l'une ou l'autre des Parties contractantes ne notifie par écrit à l'autre Partie contractante son intention de dénoncer le présent Accord.

2. En ce qui concerne les investissements réalisés avant la date à laquelle la notification de dénonciation du présent Accord prend effet, les dispositions du présent Accord restent en vigueur pendant une période ultérieure de vingt ans à compter de la date de sa dénonciation.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent Accord.

FAIT à Athènes le 12 juin 2014 en double exemplaire, en langues grecque, arabe et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence dans l'interprétation de l'accord, le texte anglais prévaut.

Pour le Gouvernement de la République hellénique :
EVANGELOS VENIZELOS
Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères

Pour le Gouvernement de L'État du Koweït :
SABAH KHALEED AL-HAMAD AL-SABAH
Premier Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères

مادة 15

المدة والإنهاء

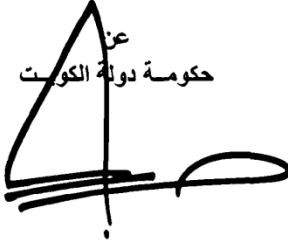
1- تظل هذه الاتفاقية نافذة المفعول لمدة عشرون (20) سنة، وتستمر بعد ذلك نافذة لمدد متعاقبة لعشرة (10) سنوات، ما لم يخطر أي من الطرفين المتعاقدين الطرف المتعاقد الآخر كتابياً على الأقل قبل سنة واحدة من انتهاء المدة الأولى أو أي مدة لاحقة، بنيتها في إنهاء هذه الاتفاقية.

2- فيما يتعلق بالاستثمارات التي أقيمت قبل تاريخ نفاذ مفعول إخطار إنهاء هذه الاتفاقية، فإن أحكام هذه الاتفاقية تظل سارية المفعول لمدة عشرون (20) سنة من تاريخ إنهاء هذه الاتفاقية.

وإشهاداً على ذلك، قام المفوضون المعنيون لكلا الطرفين المتعاقدين بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

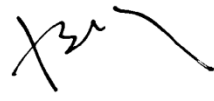
حررت في أثينا في 12 يونيو 2014 من نسختين أصليتين باللغات الإغريقية والعربية والإنجليزية، وتكون جميع النصوص متساوية الحجية . في حالة الاختلاف يسود النص الإنجليزي

عن
حكومة دولة الكويت



صباح خالد الحمد الصباح
النائب الأول لرئيس مجلس الوزراء
وزير الخارجية

عن
حكومة جمهورية اليونان



أيفانجلوس فينيذيلوس
نائب رئيس الوزراء
وزير الخارجية

المادة 12

المشااورات

يجب على الطرفين المتعاقدين، متى كان ضرورياً، عقد مشااورات لبحث أي موضوع يتعلق بتطبيق الاتفاقية. ومثل هذه المشااورات يجب أن تعقد بناءً على اقتراح من قبل الطرفين المتعاقدين والاتفاق على الوقت والمكان لعقد مثل تلك المشااورات من خلال الوسائل الدبلوماسية.

مادة 13

نطاق الاتفاقية

تطبق هذه الاتفاقية على كافة الاستثمارات في إقليم أي من الطرفين المتعاقدين، والتي تمت وفقاً لتشريعاتها من قبل مستثمري الطرف المتعاقد الآخر بما في ذلك الاستثمارات القائمة قبل أو بعد دخولها حيز التنفيذ.

مادة 14

نفاذ الاتفاقية

تدخل هذه الاتفاقية حيز النفاذ بعد اليوم الثلاثين من تاريخ تبادل الطرفين المتعاقدين إخطاراً كتابياً باستيفائها للإجراءات الدستورية اللازمة لدخول هذه الاتفاقية حيز النفاذ .

تعيين هذين العضوين خلال شهرين والرئيس خلال أربعة أشهر من تاريخ قيام أي من الطرفين المتعاقدين بإخطار الطرف المتعاقد الآخر عن نيته في إحالة النزاع إلى محكمة تحكيم .

4- إذا لم يتم مراعاة الفترات المحددة بالفقرة (3) من هذه المادة، فإنه يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين في غياب أي ترتيب آخر دعوة رئيس محكمة العدل الدولية لإجراء التعيينات اللازمة، فإذا كان رئيس المحكمة أحد مواطني أي من الطرفين المتعاقدين أو وجد مانع يحول دون أدائه للمهمة المذكورة ، فيطلب من نائب الرئيس إجراء التعيينات اللازمة . فإذا كان نائب الرئيس أحد مواطني أي من الطرفين المتعاقدين أو وجد مانع يحول دون أدائه للمهمة المذكورة، فيطلب من عضو المحكمة الذي يليه في الأقدمية والذي ليس من مواطني أي من الطرفين المتعاقدين إجراء التعيينات اللازمة .

5- وتتخذ محكمة التحكيم هذا القرار طبقاً لهذه الاتفاقية ومثل هذه القواعد العامة المعترف بها والمطبقة في القانون الدولي.

6- تحدد محكمة التحكيم إجراءاتها وتتخذ قرارها بأغلبية الأصوات. ويكون هذا القرار نهائياً وملزماً لكلا الطرفين المتعاقدين .

7- ويحمل كل من الطرفين المتعاقدين أتعاب العضو المعين من قبل ذلك الطرف المتعاقد وكذلك أتعاب ممثليها في إجراءات التحكيم. أما أتعاب الرئيس وكذلك أية تكاليف أخرى يتحملها كل من الطرفين المتعاقدين مناصفة، إلا إذا قضت محكمة التحكيم خلاف ذلك. فيما يتعلق بالأمور الأخرى، تحدد محكمة التحكيم الإجراءات الخاصة بها.

مادة 11

تطبيق الأحكام الأخرى

1- إذا تضمن تشريع أي من الطرفين المتعاقدين أو الالتزامات بموجب القانون الدولي القائمة حالياً أو التي أنشأت بين الطرفين المتعاقدين، بالإضافة إلى هذه الاتفاقية، أحكاماً سواء كانت عامة أو خاصة تمنح استثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر معاملة أكثر رعاية من تلك المنصوص عليها في هذه الاتفاقية، فإن هذه الأحكام تسود على هذه الاتفاقية بالقدر الذي يوفر المعاملة الأكثر رعاية.

2- يراعي كل من الطرفين المتعاقدين أية التزامات أخرى تكون قد ارتبطت بها فيما يتعلق باستثمار محدد لمستثمر الطرف المتعاقد الآخر.

(ج) لن يقوم أي من الطرفين المتعاقدين بمنح الحماية الدبلوماسية أو التقدم بمطالبة دولية متعلقة بأي نزاع تم إحالته إلى التحكيم إلا في حالة إخفاق الطرف المتعاقد الآخر في الالتزام والامتثال للحكم الصادر بشأن ذلك النزاع. مع ذلك لا تتضمن الحماية الدبلوماسية لأغراض هذه الفقرة الفرعية تبادل المذكرات الدبلوماسية غير الرسمية فقط لغرض تسهيل تسوية النزاع.

7- تقرر محكمة التحكيم التي يتم إنشاؤها بموجب هذه المادة المسائل المتعلقة بالنزاع طبقاً لتلك القواعد من القانون حسبما اتفق عليه من قبل طرفي النزاع. ينطبق قانون الطرف المتعاقد طرف النزاع في حالة غياب مثل هذا الاتفاق، بما في ذلك قواعدها الخاصة بتنازع القوانين والأحكام المعنية في هذه الاتفاقية وقواعد القانون الدولي المعترف بها وذلك حسب انطباقها.

8- لأغراض المادة 25 الفقرة (2/ب) من اتفاقية واشنطن، فإن المستثمر بخلاف الشخص الطبيعي، الذي يحمل جنسية طرف متعاقد تكون طرفاً في النزاع، بتاريخ الموافقة الكتابية المشار إليها في الفقرة (6) والذي كان يهيمن عليه، قبل نشوء النزاع بينه وبين ذلك الطرف المتعاقد، مستثمرون تابعون للطرف المتعاقد الآخر، يعامل "كمواطن تابع لدولة متعاقدة أخرى"، ولغرض المادة 1 الفقرة (6) من قواعد التسهيلات الإضافية يعامل "كمواطن تابع لدولة أخرى".

9- قرارات التحكيم، والتي قد تتضمن منح فائدة، تكون نهائية وملزمة لكل من طرفي النزاع، ويقوم كل من الطرفين المتعاقدين بتنفيذ أي حكم مثل هذا فوراً، ويقوم باتخاذ الإجراءات اللازمة للتنفيذ الفعال لتلك الأحكام في إقليمها.

10- يجب أن لا يدفع طرف متعاقد بحصانته في أية إجراءات قضائية أو إجراءات تحكيمية أو خلاف ذلك أو في تنفيذ أي قرار أو حكم يتعلق بنزاع استثمار بين طرف متعاقد ومستثمر تابع للطرف المتعاقد الآخر. كما لا يجوز إقامة أي ادعاء مقابل أو حق مقاصة على كون المستثمر المعني قد تسلم أو سوف يتسلم، بناءً على عقد تأمين، تعويضاً عن ضرر أو أي تعويض آخر عن كل أو جزء من الأضرار المدعى بها من قبل أي طرف ثالث أياً كان سواء عام أو خاص بما في ذلك الطرف المتعاقد الآخر وأقسامه الفرعية ووكالاته أو أجهزته.

مادة 10

تسوية المنازعات بين الطرفين المتعاقدين

1- يسعى الطرفين المتعاقدين إلى تسوية أي نزاع بخصوص تفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية عن طريق الاستشارات الودية أو المفاوضات من خلال القنوات الدبلوماسية.

2- إذا لم يتم تسوية النزاع خلال ستة أشهر بعد تاريخ طلب عقد تلك المشاورات أو المفاوضات من قبل أي من الطرفين المتعاقدين، فيحال النزاع عن طريق إخطار كتابي من قبل أي من الطرفين المتعاقدين لمحكمة تحكيم تعقد لهذا الغرض وفقاً للأحكام الآتي ذكرها بهذه المادة.

3- تشكل محكمة التحكيم على النحو التالي: يقوم كل طرف متعاقد بتعيين عضواً واحداً، ويتفق هذان العضوان على مواطن من دولة ثالثة ليكون رئيساً لهما يتم تعيينه بواسطة الطرفين المتعاقدين. يتم

2- إذا تعذر تسوية تلك المنازعات خلال ستة أشهر من تاريخ طلب أي من طرفي النزاع للتسوية الودية عن طريق تسليم إخطار كتابي للطرف الآخر، فإن النزاع يعرض للحل باختيار المستثمر طرف النزاع بإحدى الوسائل التالية :

(أ) المحاكم المختصة في إقليم الطرف المتعاقد الذي يقع فيه الاستثمار؛

(ب) طبقاً لأية إجراءات مناسبة لتسوية النزاع متفق عليها مسبقاً؛

(ج) تحكيم دولي طبقاً للفقرات التالية من هذه المادة .

3- في حالة اختيار المستثمر عرض النزاع للتسوية على تحكيم دولي ، فإن النزاع يخضع للتسوية بواسطة إحدى الجهات التالية :

(أ) المركز الدولي لتسوية منازعات الاستثمار ("المركز") ، الذي تم إنشاؤه بناءً على اتفاقية تسوية منازعات الاستثمار بين الدول ومواطني الدول الأخرى التي فتح باب التوقيع عليها في واشنطن في 18 آذار/مارس 1965 ("اتفاقية واشنطن") ؛

(ب) محكمة تحكيم تنشئ بموجب قواعد التحكيم ("القواعد") للجنة الأمم المتحدة لقانون التجارة الدولية (يونسترال)، حسبما يتم تعديل هذه القواعد من قبل الأطراف في النزاع (تكون جهة التعيين المشار إليها في المادة 7 من القواعد هي الأمين العام للمركز)؛

(ج) محكمة تحكيم يتم تعيينها بناءً على قواعد التحكيم الخاصة بأية هيئة تحكيم يتم الاتفاق المتبادل عليها بين طرفي النزاع .

4- بالرغم من قيام المستثمر بعرض النزاع على تحكيم ملزم بموجب الفقرة 3 أعلاه ، فإنه يجوز له وقبل بدء إجراءات التحكيم أو خلال تلك الإجراءات ، أن يلتمس من المحاكم القضائية

أو الإدارية التابعة للدولة المتعاقدة التي تكون طرفاً في النزاع إصدار أمر قضائي مؤقت للمحافظة على حقوقه ومصالحه ، على أن لا يشمل ذلك طلب التعويض عن أي أضرار .

5- يعطي كل من الطرفين المتعاقدين موافقتهم غير المشروطة لعرض نزاع الاستثمار بغرض التسوية بواسطة تحكيم ملزم طبقاً لاختيار المستثمر بموجب الفقرة 3 (أ) و (ب) أو الاتفاق المتبادل لطرفي النزاع بموجب الفقرة 3 (ج) .

6- (أ) الموافقة الواردة بالفقرة (5) سوية مع الموافقة الواردة بالفقرة (3) يجب أن تفي بالطلب الخاص بالموافقة الكتابية لطرفي النزاع لأغراض كل من الفصل الثاني من اتفاقية واشنطن وقواعد التسهيلات الإضافية ، والمادة الثانية من اتفاقية الأمم المتحدة الخاصة بالاعتراف في تنفيذ أحكام التحكيم الأجنبية، المحررة في نيويورك في 10 يونيو/حزيران 1958 ("اتفاقية نيويورك") ، والمادة 1 من قواعد تحكيم يونسترال.

(ب) أي تحكيم بموجب هذه المادة، والتي قد يتم الاتفاق المتبادل عليها بين الطرفين، يجب أن يعقد في دولة تكون طرفاً في اتفاقية نيويورك. أن المطالبات المعروضة على التحكيم وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية تعتبر ناشئة عن علاقة أو معاملة تجارية لأغراض المادة 1 من اتفاقية نيويورك.

- 4- يعني مصطلح " دون تأخير " تلك المدة التي عادة تكون مطلوبة لإتمام الشكليات الضرورية لتحويل المدفوعات. تبدأ المدة المذكورة من اليوم الذي يتم فيه تقديم طلب التحويل على ألا تتجاوز في أية حال شهرا واحدا.
- 5- لا تمنع أحكام الفقرات من (1-4) في هذه المادة طرف متعاقد من إتمام التزاماتها الدولية أو أي التزامات ناتجة عن عضويتها في منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي والتي حولت صلاحياتها السيادية، وفيما يتعلق بالقيود على حركة رأس المال إلى أو من دولة ثالثة.

مادة 8

الحلول محل الدائن

- 1- إذا قام الطرف المتعاقد أو وكالته المعينة ("الطرف الضامن") بتسديد دفعة بموجب تعويض أو ضمان يتعلق باستثمار في إقليم الطرف المتعاقد الآخر ("الدولة المضيفة") ، فإن على الدولة المضيفة الاعتراف :
- (أ) بالتنازل للطرف الضامن بموجب القانون أو اتفاق قانوني عن كل الحقوق والمطالبات للطرف الضامن؛
- (ب) يحق للطرف الضامن بممارسة مثل هذه الحقوق وتنفيذ تلك المطالبات استناداً إلى مبدأ الحلول محل الدائن بنفس قدر الطرف الضامن.
- 2- يحق للطرف المتعاقد الأول، في كافة الظروف نفس المعاملة المتعلقة:
- (أ) بالحقوق والمطالبات المكتسبة بمقتضى التنازل ؛
- (ب) بأي مدفوعات مرتبطة بتلك الحقوق والمطالبات .
- كما كان للطرف المتضامن الحق في الاستلام بمقتضى هذه الاتفاقية فيما يتعلق بالاستثمار المعني والعائدات المرتبطة بها.

مادة 9

تسوية المنازعات بين طرف متعاقد ومستثمر

- 1- المنازعات التي تنشأ بين طرف متعاقد ومستثمر تابع للطرف المتعاقد الآخر فيما يتعلق بالتزام الطرف المتعاقد بموجب هذه الاتفاقية، بالنسبة إلى استثمار يعود للأخير، إن أمكن، يتم تسويتها من قبل الأطراف المتنازعة بطريقة ودية.

أو اضطرابات مدنية أو تمرد أو أعمال شغب أو أحداث أخرى مماثلة معاملة في إقليم الطرف المتعاقد الآخر، فيما يتعلق بإعادة الأوضاع إلى ما كانت عليه أو برد الخسائر أو بالتعويض أو بتسوية أخرى، معاملة لا تقل رعاية عن تلك التي يمنحها الطرف المتعاقد الآخر للمستثمرين التابعين لها أو للمستثمرين التابعين لأية دولة ثالثة، أيهما تكون الأكثر رعاية للمستثمر.

2- مع عدم الإخلال بالفقرة (1) من هذه المادة، فإن مستثمري أحد الطرفين المتعاقدين الذين يلحق بهم خسارة نتيجة لأي من الأحداث المشار إليها في تلك الفقرة في إقليم الطرف المتعاقد الآخر والنتيجة عن:

- (أ) الاستيلاء المؤقت لاستثماراتهم أو جزء منها من قبل قوات أخرى أو السلطات؛
- (ب) تدمير استثماراتهم أو جزء منها من قبل قوات أخرى أو سلطاتها دون أن تتطلبه ضرورة الموقف،
- يمنحون إعادة أوضاع أو تعويضاً والتي في أي حالة تكون فورية وكافية وفعالة.

مادة 7

التحويلات

1- يضمن كل من الطرفين المتعاقدين للمستثمرين التابعين للطرف المتعاقد الآخر التحويل الحر لمدفوعات متعلقة باستثمار داخل وخارج إقليمها، بما في ذلك تحويل :

- (أ) رأس المال الأصلي وأي رأس مال إضافي لصيانة وإدارة وتنمية الاستثمار؛
- (ب) العائدات؛
- (ج) المدفوعات بموجب عقد، بما في ذلك سداد أصل الدين و مدفوعات الفائدة المستحقة المؤداة بموجب اتفاقية قرض؛
- (د) الإتاوات والرسوم للحقوق المشار إليها بالمادة 1 الفقرة (1/د)؛
- (هـ) عائدات من البيع أو التصفية لجميع أو أي جزء من الاستثمار؛
- (و) الأموال المكتسبة والمكافآت الأخرى للعاملين المتعاقدين معهم من الخارج والذين لهم صلة بالاستثمار؛

- (ز) مدفوعات التعويض طبقاً للمادتين 5 و 6؛
- (ح) المدفوعات المشار إليها بالمادة 8؛
- (ط) المدفوعات الناشئة عن تسوية المنازعات.

2- يتم إنجاز التحويل بموجب الفقرة (1) دون تأخير أو قيود، ماعدا في حالة المدفوعات العينية، وبعملة قابلة للتحويل بحرية، في حالة التأخير في إجراء التحويلات المطلوبة فإنه يحق للمستثمر المتضرر استلام فائدة عن مدة التأخير.

3- تتم التحويلات، بسعر صرف السوق السائد الحالي في الطرف المتعاقد المضيف في تاريخ التحويل بالنسبة للعملة المراد تحويلها.

مادة 5

نزع الملكية

1 - (أ) الاستثمارات التي يقوم بها مستثمرون تابعون لطرف متعاقد في إقليم الطرف المتعاقد الآخر لن يتم تأميمها أو نزع ملكيتها أو سلب حيازتها أو إخضاعها بطريقة مباشرة أو غير مباشرة ، لإجراءات ذات أثر يعادل التأميم أو نزع الملكية أو سلب الحيازة (مشاراً إليها مجتمعة فيما بعد بـ "نزع الملكية ") من قبل الطرف المتعاقد الآخر إلا لغرض عام يتعلق بمصلحة وطنية للطرف المتعاقد، وفي مقابل تعويض فوري وكاف وفعال بشرط أن تكون تلك الإجراءات قد اتخذت على أساس عدم التمييز وفقاً لإجراءات قانونية معمول بها بصفة عامة .

(ب) تبلغ قيمة هذا التعويض القيمة الفعلية للاستثمار المنزوع ملكيته ، ويتم تحديده وحسابه وفقاً لمبادئ التقييم المعترف بها دولياً على أساس القيمة السوقية العادلة للاستثمار المنزوع ملكيته في الوقت الذي يسبق مباشرة إجراء نزع الملكية أو الذي أصبح فيه نزع الملكية الوشيك الحدث معروفاً بصورة علنية، أيهما يكون الأسبق. يتضمن مثل ذلك التعويض فائدة ذات سعر تجاري على أساس سعر السوق من تاريخ نزع الملكية حتى تاريخ الدفع.

2- في ضوء المبادئ المنصوص عليها في الفقرة (1) ودون الإخلال بحقوق المستثمر الواردة بالمادة 9 من هذه الاتفاقية، فإن المستثمر المتضرر له الحق في العرض فوري لقضيته من قبل القضاء أو سلطة مختصة مستقلة أخرى تابعة للطرف المتعاقد الذي قام بنزع الملكية، من قضيته، بما في ذلك تقييم استثماره ومدفوعات التعويضات لهذا الاستثمار .

3- لزيادة التأكيد، يشمل نزع الملكية الحالات التي ينزع فيها الطرف المتعاقد ملكية الأصول لشركة أو كيان قانوني تم إنشاؤه بموجب القوانين النافذة في إقليمها والذي يكون لمستثمر تابع للطرف المتعاقد الآخر استثماراً فيه.

4 - لأغراض هذه الاتفاقية، يشمل مصطلح "نزع الملكية" أيضاً على التدخلات أو الإجراءات النظامية التي يقوم بها الطرف المتعاقد لها نفس تأثير نزع الملكية والتي ينتج عنها حرمان المستثمر في الواقع من ملكيته أو هيمنته أو مصالحه الجوهرية من استثماره أو التي قد ينتج عنها خسارة أو ضرر للقيمة الاقتصادية للاستثمار مثل التجميد أو حجز الاستثمار أو فرض ضريبة تعسفية أو زائدة على الاستثمار أو البيع الإجباري لجميع أو جزء من الاستثمار أو إجراءات مماثلة أخرى.

مادة 6

التعويض عن الخسارة

1- يمنح المستثمرون التابعون لإحدى الطرفين المتعاقدين الذين تتعرض استثماراتهم في إقليم الطرف المتعاقد الآخر لخسائر بسبب الحرب أو أي نزاع مسلح آخر أو حالة طوارئ وطنية أو ثورة

- 2- يقوم كل من الطرفين المتعاقدين بالنشر الفوري والإعلان عن كافة قوانينها وأنظمتها وإجراءاتها وتوجيهاتها والخطوط الإرشادية والقواعد الإدارية والقرارات القضائية للتطبيقات العامة وكذلك الاتفاقيات الدولية التي تتعلق أو تؤثر على العمل بأحكام هذه الاتفاقية أو باستثمارات في إقليمها لمستثمرين تابعين للطرف المتعاقد الآخر.
- 3- يقوم كل طرف متعاقد بتوفير الوسائل الفعالة لتأكيد المطالبات وتنفيذ الحقوق فيما يتعلق بالاستثمارات. ويتعين على كل طرف متعاقد أن يضمن للمستثمرين التابعين للطرف المتعاقد الآخر الحق في اللجوء إلى المحاكم القضائية والمحاكم الإدارية والوكالات وكافة الأجهزة الأخرى التي تمارس سلطة قضائية، وكذلك الحق في توظيف أشخاص من اختيارهم ومؤهلين وفقاً للقوانين والنظم المطبقة لغرض تأكيد المطالبات وتنفيذ الحقوق بالنسبة لاستثماراتهم.
- 4- لا تخضع الاستثمارات عند الاعتراف بها في أي من الطرفين المتعاقدين لمتطلبات إضافية قد تحد من نموها أو ذات أثر سلبي لإدارتها أو صيانتها أو التصرف بها أو توسيعها أو التمتع بها أو بيعها أو أي تصرف آخر.

مادة 4

معاملة الاستثمارات

- 1- يقوم كل طرف متعاقد بمنح الاستثمارات التي تمت في إقليمه من قبل مستثمر تابع للطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل رعاية عن تلك التي تمنحها لاستثمارات مستثمريها أو لاستثمارات مستثمري أي دولة ثالثة، أيهما أكثر رعاية.
- 2- يقوم كل طرف متعاقد بمنح مستثمري الطرف المتعاقد الآخر، فيما يتعلق بإدارة وصيانة واستعمال وتوسع وتمتع وبيع أو أي شكل من التصرف في استثماراتهم في إقليم، معاملة لا تقل رعاية عن تلك التي تمنحها لمستثمريها أو لمستثمري أية دولة ثالثة، أيهما تكون الأكثر رعاية.
- 3- أحكام الفقرتين (1) و (2) من هذه المادة:
- (أ) يجب أن لا تفسر على أنها تلزم أحد الطرفين المتعاقدين بتقديم أي ميزة لأي معاملة أو تفضيل أو امتياز لمستثمر تابع للطرف المتعاقد الآخر ينتج عن:
- مشاركته القائمة أو المستقبلية لأي اتحاد جمركي أو اتحاد اقتصادي أو اتفاقية إقليمية للتكامل الاقتصادي أو اتفاقية دولية مشابهة.
- أو أي اتفاقية دولية أو تنظيم يتعلق كلياً أو جزئياً بالضريبة.
- (ب) يجب أن لا تطبق فيما يتعلق بالفقرة (5) من المادة 7 في هذه الاتفاقية.

5- يعني مصطلح " عمله قابلة للتحويل بحرية" عملة يتم تداولها بشكل واسع في أسواق الصرف الأجنبي العالمية وتستهمل بشكل واسع في العمليات الدولية.

مادة 2

قبول وتشجيعا للاستثمارات

- 1- يقوم كل من الطرفين المتعاقدين، وفقا لقوانينهما ولوائحهما، بتشجيع وقبول الاستثمارات في إقليمها والتي يقوم بها مستثمرون تابعون للطرف المتعاقد الآخر.
- 2- يقوم كل طرف متعاقد بالنسبة للاستثمارات المقبولة في إقليمها، بمنح تلك الاستثمارات كافة الموافقات الضرورية والتراخيص والتفويضات بالقدر المسموح به ووفقا للأسس والشروط المحددة بقوانينها وأنظمتها.
- 3- يجوز للطرفين المتعاقدين التشاور فيما بينهما بأية وسيلة يرونها مناسبة لتشجيع وتسهيل فرص الاستثمار داخل إقليم كل منها.
- 4- وفقا لتطبيق قوانين ونظم وإجراءات الطرف المتعلقة بدخول وإقامة وعمل الأشخاص الطبيعيين: (أ) يجب على الطرف المتعاقد أن يمارس وبحسن نية دراسة طلبات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر وموظفي الإدارة العليا الذين تم تعيينهم من قبل هؤلاء المستثمرين، بالإضافة إلى أفراد العائلة وذلك للدخول والإقامة المؤقتة في إقليمها وللشاركة في الأنشطة ذات صلة بالاستثمار بما في ذلك تقديم النصيحة أو الخدمات الفنية.
- (ب) يجوز للشركات التي تم إنشاؤها وفقاً للقوانين ونظم أحد الطرفين والتي تعتبر استثمارات لمستثمري الطرف الآخر، أن تمنح حق المشاركة في مناصب الإدارة العليا والموظفين الفنيين من اختيارهم بغض النظر عن جنسياتهم.
- 5- يجب على كل من الطرفين المتعاقدين عندما يتم نقل بضائع أو أشخاص لهم صلة باستثمار، أن تتم عملية النقل هذه بواسطة مشروعات تابعة للطرف المتعاقد الآخر بالقدر الذي تسمح به قوانينه وأنظمتها.

مادة 3

حماية الاستثمارات

- 1- تتمتع الاستثمارات التي تتم من قبل مستثمرين من أي من الطرفين المتعاقدين في كل الأحوال بالمعاملة العادلة والمنصفة والحماية والأمان الكاملين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر على نحو يتوافق مع القانون الدولي وأحكام هذه الاتفاقية. لن يقوم أي من الطرفين المتعاقدين بأي شكل كان باتخاذ إجراءات تعسفية أو تمييزية تؤدي إلى الإضرار بالإدارة أو الصيانة أو الاستخدام أو التمتع أو البيع أو أي شكل آخر من أشكال التصرف في إقليمها لاستثمارات مستثمري الطرف المتعاقد الآخر.

مادة 1

تعريفات

لأغراض هذه الاتفاقية :

1- يعني مصطلح " استثمار " كافة أنواع الأصول في إقليم الطرف المتعاقد والذي يمتلكها أو يهيمن عليها بطريقة مباشرة أو غير مباشرة مستثمر تابع للطرف المتعاقد الآخر، وتشمل على وجه الخصوص لا الحصر :

(أ) أي ممتلكات ملموسة و غير ملموسة منقولة وغير منقولة، وأية حقوق ملكية متعلقة بها مثل البنية التحتية والرهونات وامتيازات الدين والتعهدات؛

(ب) شركة أو حصص أو أسهم والأشكال الأخرى من المساهمة في شركة والسندات وسندات الدين والأشكال الأخرى من حقوق الدين في شركة بالإضافة إلى الديون الأخرى والقروض وسندات الضمان التي يصدرها أي مستثمر؛

(ج) مطالبات بأموال ومطالبات لأية أصول أخرى أو أداء وفقا لعقد ذو قيمة اقتصادية؛

(د) حقوق الملكية الفكرية؛

(هـ) أي حق يمنحه قانون أو عقد أو بمقتضى أية تراخيص وتصاريح تمنح وفقا لقانون بما في ذلك حقوق البحث عن والاستخراج أو الاستغلال للموارد الطبيعية؛

وينطبق أيضاً مصطلح " استثمار " على "العائدات" المحتفظ بها لغرض إعادة استثمارها والناجمة عن "التصفية".

أي تغيير في الشكل الذي استثمرت به الأصول لن يؤثر في طبيعتها كاستثمارات.

2- يعني مصطلح " مستثمر " بالنسبة للطرف المتعاقد :

(أ) شخص طبيعي يحمل جنسية الطرف المتعاقد طبقاً لقانونها المطبق؛

(ب) أي شخص قانوني أو أي كيانات أخرى، بالإضافة إلى الشركات، شركات التضامن أو الاتحادات التجارية، والتي تم إنشاؤها وفقاً لقوانين ذلك الطرف المتعاقد؛

(ج) حكومة ذلك الطرف المتعاقد.

3- يعني مصطلح " العائدات " المبالغ التي يحققها استثمار، بغض النظر عن الشكل الذي تدفع به، ويتضمن، على وجه الخصوص لا الحصر، الأرباح والفوائد والأرباح الرأسمالية وأرباح الأسهم الإتاوات والإدارة والدعم الفني أو أي مدفوعات أخرى أو رسوم والمدفوعات العينية.

4- يعني مصطلح "إقليم" إقليم طرف متعاقد بما في ذلك أي منطقة خارج البحر الإقليمي والتي وفق القانون الدولي حددت أو قد يتم تحديدها فيما بعد وفقاً لقوانين الطرف المتعاقد، كمنطقة يحق فيها ممارسة حقوق السيادة أو الولاية.

[ARABIC TEXT – TEXTE ARABE]

اتفاقية
بين حكومة جمهورية اليونان
و
حكومة دولة الكويت
للتشجيع و الحماية المتبادلة للاستثمارات

إن حكومة جمهورية اليونان وحكومة دولة الكويت ، (المشار إليهما فيما بعد بـ " الطرفين المتعاقدين")؛

رغبة في خلق الظروف الملائمة لتنمية التعاون الاقتصادي فيما بينهما وعلى وجه الخصوص للاستثمارات التي يقوم بها مستثمرون تابعون لطرف متعاقد في إقليم الطرف المتعاقد الآخر؛

وإدراكا منهما بأن التشجيع والحماية المتبادلة لمثل هذا الاستثمار سيكون حافزا لتنشيط المبادرة التجارية ولزيادة الرخاء في كلا الطرفين المتعاقدين؛

قد اتفقتا على ما يلي :

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

A G R E E M E N T
B E T W E E N
THE GOVERNMENT OF THE HELLENIC REPUBLIC
AND
THE GOVERNMENT OF THE STATE OF KUWAIT
ON THE PROMOTION AND RECIPROCAL PROTECTION
OF INVESTMENTS

The Government of the Hellenic Republic and the Government of the State of Kuwait, Hereinafter referred to as the "Contracting Parties",

Desiring to create favorable conditions for the development of economic cooperation between them and, in particular, for investments by investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party,

Recognizing that the promotion and reciprocal protection of such investments, will be conducive to the stimulation of business initiative and to the increase of prosperity in both States;

Have agreed as follows:

Article 1

Definitions

For the purposes of this Agreement:

1. The term "investment" shall mean every kind of asset in the territory of one Contracting Party that is owned or controlled directly or indirectly by an investor of the other Contracting Party, and in particular, though not exclusively, includes:
 - (a) tangible and intangible, movable and immovable property and any rights in rem such as usufructs, mortgages, liens and pledges;
 - (b) a company or shares, stock and other forms of equity participation in a company, bonds, debentures and other forms of debt interests in a company as well as other debts, loans and securities issued by an investor;
 - (c) claims to money and claims to any other assets or performance pursuant to contract having an economic value;
 - (d) intellectual property rights;
 - (e) any right conferred by law, contract or by virtue of any licenses or permits granted pursuant to law, including rights to search for, extract, or exploit natural resources;

The term "investment" shall also apply to "returns" retained for the purpose of re-investment and to proceeds from "liquidation" .

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their character as investments.

2. The term "investor" shall mean with respect to a Contracting Party:
 - (a) a natural person holding the nationality of that Contracting Party in accordance with its applicable laws;
 - (b) any legal person or any other entities, including companies, corporations, business associations and partnerships, which are constituted under the laws of that Contracting Party;

- (c) the Government of that Contracting Party.
3. The term “returns” shall mean the amounts yielded by an investment, irrespective of the form in which they are paid and in particular, though not exclusively, include profits, interest, capital gains, dividends, royalties, and management, technical assistance or other payments or fees, and payments in kind.
 4. The term “territory” shall mean the territory of a Contracting Party including any area beyond the territorial sea which in accordance with international law has been or may hereafter be designated under the laws of a Contracting Party, as an area over which a Contracting Party may exercise sovereign rights or jurisdiction.
 5. The term “freely convertible currency” shall mean a currency that is widely traded in international foreign exchange markets and widely used in international transactions.

Article 2

Admission and Promotion of Investments

1. Each Contracting Party shall, in its territory promote and admit investments by investors of the other Contracting Party, in accordance with its laws and regulations.
2. Each Contracting Party shall, in respect of investments admitted in its territory, grant such investments all necessary permits, approvals, consents, licenses and authorizations to such an extent and on such terms and conditions as may be determined by its laws and regulations.
3. The Contracting Parties may consult with each other in any manner they may deem appropriate to promote and facilitate investment opportunities within their respective territories.
4. Subject to the application of a Party's laws, regulations and procedures relating to the entry, stay and work of natural persons:

- (a) a Contracting Party shall examine in good faith requests by investors of the other Party and key personnel who are employed by such investors including, family members, to enter and remain temporarily in its territory to engage in activities connected with the investments, including the provision of advice or key technical services.
 - (b) companies which are constituted under the applicable laws and regulations of one Party, and which are investments of investors of the other Party, shall be permitted to engage top managerial and technical personnel of their choice, regardless of nationality.
- 5. Whenever goods or persons connected with an investment are to be transported, each Contracting Party shall, to the extent permissible under its relevant laws and regulations, permit the operation of such transport by enterprises of the other Contracting Party.

Article 3

Protection of Investments

- 1. Investments by investors of a Contracting Party shall, at all times, enjoy fair and equitable treatment and full protection and security in the territory of the other Contracting Party in a manner consistent with international law and the provisions of this Agreement. Neither Contracting Party shall in any way impair by arbitrary or discriminatory measures, the management, maintenance, use, expansion, enjoyment, sale, or other form of disposal, in its territory, of investments by investors of the other Contracting Party,
- 2. Each Contracting Party shall make publicly available its laws, regulations, procedures, directives, guidelines and administrative rulings and judicial decisions of general application as well as international agreements, which pertain or may affect the operation of this Agreement or of investments, in its territory, of investors of the other Contracting Party.

3. Each Contracting Party shall provide effective means of asserting claims and enforcing rights with respect to investments. Each Contracting Party shall ensure to investors of the other Contracting Party, the right of access to its courts of justice, administrative tribunals and agencies and all other bodies exercising adjudicatory authority and the right to mandate persons of their choice, who qualify under applicable laws and regulations for the purpose of the assertion of claims and the enforcement of rights with respect to their investments.
4. Investments, once admitted, shall not be subjected by either Contracting Party to additional requirements which may be detrimental to their viability or adversely affect their management, maintenance, use, expansion, enjoyment, sale or other form of disposal.

Article 4

Treatment of Investments

1. Each Contracting Party shall accord to investments, made in its territory by investors of the other Contracting Party, treatment not less favorable than that which it accords to investments of its own investors or to investments of investors of any third state, whichever is more favorable.
2. Each Contracting Party shall accord to investors of the other Contracting Party, as regards the management, maintenance, use, expansion, enjoyment, sale or other form of disposal of their investments in its territory, treatment not less favorable than that which it accords to its own investors or to investors of any third state, whichever is more favorable.
3. The provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article;
 - (a) shall not be construed so as to oblige one Contracting Party to extend to the investors of the other Contracting Party the benefit of any treatment, preference or privilege resulting from:

- its participation in any existing or future customs union, monetary union, economic union, regional economic integration agreement or similar international agreement, or
- any international agreement or arrangement relating wholly or mainly to taxation.

(b) shall not apply with regard to paragraph 5 of Article 7 of this Agreement.

Article 5
Expropriation

1. (a) Investments made by investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party, shall not be nationalized, expropriated, dispossessed or subjected to direct or indirect measures having effect equivalent to nationalization, expropriation or dispossession (hereinafter collectively referred to as "expropriation") by the other Contracting Party except for a public purpose related to the internal needs of that Contracting Party, under due process of law of general application, on a non-discriminatory basis and against payment of prompt, adequate and effective compensation.
- (b) Such compensation shall amount to the actual value of the expropriated investment and shall be determined and calculated in accordance with internationally recognized principles of valuation on the basis of the fair market value of the expropriated investment at the time immediately before the expropriatory action was taken or the impending expropriation became publicly known, whichever is the earlier. Such compensation shall include interest at a commercial rate established on a market basis, from the date of expropriation until the date of payment.
2. In light of the principles set out in paragraph 1 and without prejudice to the rights of the investor under Article 9 of this Agreement, the investor affected shall have the right to prompt review by a judicial or other competent and independent

authority of the Contracting Party which made the expropriation, of its case, including the valuation of its investment and the payment of compensation therefore.

3. For further certainty, expropriation shall include situations where a Contracting Party expropriates the assets of a company or legal entity which is constituted under the laws in force in its own territory and in which an investor of the other Contracting Party has an investment.
4. For the purposes of this Agreement, the term "expropriation" shall also include interventions or regulatory measures by a Contracting Party that have a *de facto* expropriatory effect, in that their effect results in depriving the investor in fact from his ownership, control or substantial benefits over his investment or which may result in loss or damage to the economic value of the investment, such as the freezing or blocking of the investment, the levying of arbitrary or excessive taxes on the investment, the compulsory sale of all or part of the investment, or other comparable measures.

Article 6

Compensation for Losses

1. Investors of one Contracting Party whose investments in the territory of the other Contracting Party suffer losses owing to war or other armed conflict, a state of national emergency, revolt, civil disturbances, insurrection, riot or other similar events in the territory of the other Contracting Party shall be accorded by the other Contracting Party treatment, as regards restitution, indemnification, compensation or other settlement, not less favorable than that which the other Contracting Party accords to its own investors or to investors of any third state, whichever is more favorable to the investor.
2. Without prejudice to paragraph 1 of this Article, investors of one Contracting Party who, in any of the situations referred to in that paragraph suffer losses in the territory of the other Contracting Party resulting from:

- (a) requisitioning of their investment or part thereof by the other's forces or authorities;
 - (b) destruction of their investment or part thereof by the other's forces or authorities, which was not required by the necessity of the situation,
- shall be accorded restitution or compensation which in either case shall be prompt, adequate and effective.

Article 7

Transfers

1. Each Contracting Party shall guarantee to investors of the other Contracting Party, the free transfer of payments in connection with an investment into and out of its territory, including the transfer of:
 - (a) the initial capital and any additional capital for the maintenance, management and development of the investment;
 - (b) returns;
 - (c) payments under a contract, including amortization of principal and accrued interest payments made pursuant to a loan agreement;
 - (d) royalties and fees for the rights referred to in Article 1, paragraph 1 (d);
 - (e) proceeds from the sale or liquidation of the whole or any part of the investment;
 - (f) earnings and other remuneration of personnel engaged from abroad in connection with investment;
 - (g) payments of compensation pursuant to Articles 5 and 6;
 - (h) payments referred to in Article 8;
 - (i) payments arising out of the settlement of disputes.

2. Transfers under paragraph 1 shall be effected without delay or restrictions and, except for in the case of payments in kind, in a freely convertible currency. In case of such delay in effecting the required transfers, the investor affected shall be entitled to receive interest for the period of such delay.
3. Transfers shall be made at the spot market rate of exchange prevailing in the host Contracting Party on the date of transfer for the currency to be transferred.
4. The term "without delay" shall mean such period as is normally required for the completion of necessary formalities for the transfer of payments. The said period shall commence on the day on which the request for transfer has been submitted and may on no account exceed one month.
5. The provisions of paragraphs 1 – 4 of this Article do not preclude a Contracting Party from fulfilling its international obligations or any obligations resulting from its membership to an organisation of regional economic integration to which it has transferred sovereign competences, with regard to restrictions of the movement of capital to or from any third country.

Article 8

Subrogation

1. If a Contracting Party or its designated agency (the "Indemnifying Party") makes a payment under an indemnity or guarantee it has assumed in respect of an investment in the territory of the other Contracting Party (the "Host State"), the Host State shall recognize:
 - (a) the assignment to the Indemnifying Party by law or by legal transaction of all the rights and claims of the party indemnified; and
 - (b) That the Indemnifying Party is entitled to exercise such rights and enforce such claims by virtue of subrogation, to the same extent as the party indemnified.

2. The first Contracting Party shall be entitled in all circumstances to the same treatment in respect of:
 - (a) the rights and claims acquired by it by virtue of the assignment, and
 - (b) any payments connected in pursuance of those rights and claims,as the party indemnified was entitled to receive by virtue of this Agreement in respect of the investment concerned and its related returns.

Article 9

Settlement of Disputes between a Contracting Party and an Investor

1. Disputes between a Contracting Party and an investor of the other Contracting Party concerning an obligation of the former under this Agreement, in relation to an investment of the latter shall, if possible, be settled by the disputing parties in an amicable way.
2. If such disputes cannot be settled within a period of six months from the date at which either party to the dispute requested amicable settlement by delivering a notice in writing to the other party, the dispute shall be submitted for resolution, at the election of the investor party to the dispute, through one of the following means:
 - (a) to the competent courts of the Contracting Party in the territory of which the investment has been made;
 - (b) in accordance with any applicable, previously agreed dispute-settlement procedures;
 - (c) to international arbitration in accordance with the following paragraphs of this Article.
3. In the event that an investor elects to submit the dispute for resolution to international arbitration, the dispute shall be submitted to one of the following bodies:

- (a) The International Centre for Settlement of Investment Disputes ("the Centre"), established pursuant to the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States opened for signature at Washington, 18 March 1965 (the "Washington Convention");
 - (b) an arbitral tribunal established under the Arbitration Rules (the "Rules") of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL), as those Rules may be modified by the parties to the dispute (the Appointing Authority referred to under Article 7 of the Rules shall be the Secretary General of the Centre);
 - (c) an arbitral tribunal constituted pursuant to the arbitration rules of any arbitral institution mutually agreed upon between the parties to the dispute.
- 4. Notwithstanding the fact that the investor may have submitted a dispute to binding arbitration under paragraph 3, it may, prior to the institution of the arbitral proceeding or during the proceeding, seek before the judicial or administrative tribunals of the Contracting Party that is a party to the dispute, interim injunctive relief for the preservation of its rights and interests, provided it does not include request for payment of any damages.
- 5. Each Contracting Party hereby gives its unconditional consent to the submission of an investment dispute for settlement by binding arbitration in accordance with the choice of the investor under paragraph 3(a) and (b) or the mutual agreement of both parties to the dispute under paragraph 3(c).
- 6.
 - (a) The consent given in paragraph 5, together with the consent given under paragraph 3, shall satisfy the requirement for written agreement of the parties to a dispute for the purposes of each of, Chapter II of the Washington Convention, the Additional Facility Rules, Article II of the United Nations Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards, done at New York, June 10, 1958 (the "New York Convention"), and Article 1 of the UNCITRAL Arbitration Rules.
 - (b) Any arbitration under this Article, as may be mutually agreed by the parties to the dispute, must be held in a state that is a party to the New York Convention. Claims submitted to arbitration hereunder shall be considered to

arise out of a commercial relationship or transaction for the purposes of Article I of the New York Convention.

- (c) Neither Contracting Party shall give diplomatic protection or bring an international claim, in respect of any dispute referred to arbitration unless the other Contracting Party shall have failed to abide by and comply with the award rendered in such dispute. However, diplomatic protection for the purposes of this sub-paragraph shall not include informal diplomatic exchanges for the sole purpose of facilitating a settlement of the dispute.
- 7. An arbitral tribunal established under this Article shall decide the issues in dispute in accordance with such rules of law as may be agreed by the parties to the dispute. In the absence of such agreement, it shall apply the law of the Contracting Party, party to the dispute, including its rules on conflict of laws, the relevant provisions of this Agreement and such recognized rules of international law as may be applicable.
- 8. For the purpose of Article 25(2)(b) of the Washington Convention, an investor, other than a natural person, which has the nationality of a Contracting Party, party to the dispute on the date of the consent in writing referred to in paragraph (6) and which, before a dispute between it and that Contracting Party arises, is controlled by investors of the other Contracting Party, shall be treated as a "national of another Contracting State" and for the purpose of Article 1(6) of the Additional Facility Rules shall be treated as a "national of another State".
- 9. The awards of arbitration, which may include an award of interest, shall be final and binding on the parties to the dispute. Each Contracting Party shall carry out promptly any such award and shall make provision for the effective enforcement in its territory of such awards.
- 10. In any proceedings, judicial, arbitral or otherwise or in an enforcement of any decision or award, concerning an investment dispute between a Contracting Party and an investor of the other Contracting Party, a Contracting Party shall not assert, as a defense, its sovereign immunity. Any counterclaim or right of set-off may not be based on the fact that the investor concerned has received or will receive, pursuant to an insurance contract, indemnification or other compensation

for all or part of its alleged damages from any third party whomsoever, whether public or private, including such other Contracting Party and its subdivisions, agencies or instrumentalities.

Article 10

Settlement of Disputes between the Contracting Parties

1. Any dispute between the Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Agreement shall, if possible, be settled by consultations or negotiations through diplomatic channels.
2. If the dispute has not been settled within six months following the date on which such consultations or negotiations were requested by either Contracting Party and unless the Contracting Parties otherwise agree in writing, either Contracting Party may, by written notice to the other Contracting Party, submit the dispute to an *ad hoc* arbitral tribunal in accordance with the following provisions of this Article.
3. The arbitral tribunal shall be constituted as follows: each Contracting Party shall appoint one member, and these two members shall agree upon a national of a third state as Chairman of the arbitral tribunal who shall then be appointed by the two Contracting Parties. Such members shall be appointed within two months, and such Chairman within four months, from the date on which either Contracting Party has informed the other Contracting Party that it intends to submit the dispute to an arbitral tribunal.
4. If within the periods specified in paragraph 3 of this Article the necessary appointments have not been made, either Contracting Party may, in the absence of any other agreement, invite the President of the International Court of Justice to make the necessary appointments. If the President of the Court is a national of either Contracting Party or if he is otherwise prevented from discharging the said function, the Vice-President or if he too is a national of either Contracting Party or is otherwise prevented from discharging the said function, the member of the

Court next in seniority, who is not a national of either Contracting Party, shall be invited to make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall decide on the basis of this Agreement as well as such generally recognized rules of international law as may be applicable.
6. The tribunal shall determine its own procedure. The tribunal shall reach its decision by a majority of votes. Such decision shall be final and binding on both Contracting Parties.
7. Each Contracting Party shall bear the costs of the member of the arbitral tribunal appointed by that Contracting Party, as well as the costs for its representation in the arbitration proceedings. The expenses of the Chairman as well as any other costs of the arbitration proceedings shall be borne in equal parts by the two Contracting Parties. However, the arbitral tribunal may, at its discretion, direct that a higher proportion or all of such costs be paid by one of the Contracting Parties.

Article 11

Application of Other Rules

1. If the legislation of either Contracting Party or obligations under international law existing at present or established hereafter between the Contracting Parties, in addition to this Agreement, contain a rule, whether general or specific, entitling investments by investors of the other Contracting Party to a treatment more favourable than is provided for by this Agreement, such rule shall to the extent that it is more favourable, prevail over this Agreement.
2. Each Contracting Party shall observe any other obligation it may have entered in to with regard to a specific investment of an investor of the other Contracting Party.

Article 12

Consultations

The Contracting Parties shall, whenever necessary, hold consultations on any matter affecting the implementation of this Agreement. These consultations shall be held on the proposal of one of the Contracting Parties at a place and at a time to be agreed upon through diplomatic channels.

Article 13

Scope of the Agreement

This Agreement shall apply to all investments in the territory of one Contracting Party, made in accordance with its legislation, by investors of the other Contracting Party, prior to as well as after its entry into force.

Article 14

Entry into Force

This Agreement shall enter into force thirty (30) days after the date on which the Contracting Parties have exchanged written notifications informing each other that the procedures required by their respective constitutional requirements for its entry in to force have been completed.

Article 15

Duration and Termination

1. This Agreement shall remain in force for a period of twenty (20) years and shall continue in force thereafter for successive periods of ten (10) years, unless, at

least one year before the expiry of the initial or any subsequent period of validity, either Contracting Party notifies the other Contracting Party in writing, of its intention to terminate this Agreement.

2. In respect of investments made prior to the date when the notice of termination of this Agreement becomes effective, the provisions of this Agreement shall continue to be effective for a further period of twenty (20) years from the date of termination of this Agreement.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed this Agreement.

Done at Athens on 12 June 2014, in two originals in the Greek, Arabic and English languages, all texts being equally authentic. In case of divergence in the interpretation of the Agreement, the English text shall prevail.

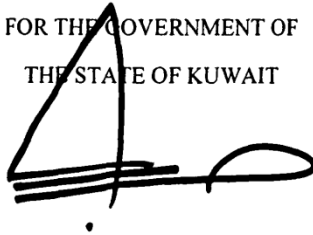
FOR THE GOVERNMENT OF
THE HELLENIC REPUBLIC



EVANGELOS VENIZELOS

DEPUTY PRIME MINISTER
AND MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS

FOR THE GOVERNMENT OF
THE STATE OF KUWAIT



SABAH KHALEED AL-HAMAD

AL-SABAH
FIRST DEPUTY PRIME MINISTER
AND MINISTER OF FOREIGN
AFFAIRS



HELLENIC REPUBLIC
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
B3 Directorate of Bilateral
Economic Relations
with Countries in the Middle East,
North Africa and the Gulf.
No: F. 1425 / AS 50689.

NOTE VERBALE

The Ministry of Foreign Affairs of the Hellenic Republic, present their compliments to the Embassy of the State of Kuwait in Athens and with regard to the Bilateral Agreement on the Promotion and Reciprocal Protection of Investments between the Government of Greece and the Government of the State of Kuwait, signed in Athens on 12 June 2014, have the honour to draw the esteemed Embassy's attention to the following:

A lack of concordance has been identified between the Greek original text of Article 11, paragraph 2 of the Agreement and the English original text. More specifically, the Greek original text of this paragraph comprises of two sentences instead of one, the second one reading in bold letters as follows: «2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος τηρεί οποιαδήποτε άλλη συμβατική υποχρέωση έχει αναλάβει σε σχέση με συγκεκριμένη επένδυση επενδυτή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους. **Διαφορές που ανακύπτουν σχετικές με την ερμηνεία ή την εκτέλεση της εν λόγω σύμβασης, επιλύονται βάσει των διατάξεων επίλυσης διαφορών της εν λόγω σύμβασης.**».

In light of the above, the Ministry of Foreign Affairs propose, on behalf of the Government of the Hellenic Republic, that the above second sentence of the Greek original text of Article 11, paragraph 2 of the Agreement be deleted. As a result of this deletion, the Greek text of the said Article would read as follows: «2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος τηρεί οποιαδήποτε άλλη συμβατική υποχρέωση έχει αναλάβει σε σχέση με συγκεκριμένη επένδυση επενδυτή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους», corresponding to the English original text, i.e. "2. Each Contracting Party shall observe any other obligation it may have entered into with regard to a specific investment of an investor of the other Contracting Party."

If the above is acceptable to the Government of the State of Kuwait, the Ministry further propose that this deletion take effect on the date the Agreement between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the State of Kuwait on the Promotion and Reciprocal Protection of Investments enters in to force in accordance with its Article 14.

The Ministry of Foreign Affairs, avail themselves of this opportunity, to renew to the Embassy of the State of Kuwait the assurances of their highest consideration.



Athens, 6 October 2017

EMBASSY OF
THE STATE OF KUWAIT
IN TOWN

Zakakosta 10, 105 71 Athens
Tel: +30 210 368 2778 - Fax: + 30 210 368 2834, e-mail: b03@mfa.gr

II

*Embassy of
the State of Kuwait
Athens*



سفارة دولة الكويت
أثينا

Athens, 18th December 2017
Ref. No.: 355/2017

18/12/17
1420/2624

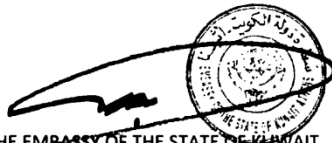
VERBAL NOTE

The Embassy of the State of Kuwait in Athens presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of the Hellenic Republic - B3 Directorate of Bilateral Economic Relations with N. African, Middle Eastern and Gulf Countries, and with reference to the latter's Note Verbal No. F 1425/AS 50689 dated 6th October 2017 and our Note Verbal No. 344 dated 4th December 2017, regarding the Bilateral Agreement on "Promotion and Reciprocal Protection of Investments" between the Government of the State of Kuwait and the Government of the Hellenic Republic, which has been signed in Athens on 12th of June 2014.

The Embassy wishes to inform the esteemed Ministry that the Government of the State of Kuwait has no objection to the proposed deletion of the second sentence of the Greek original text of article 11 of paragraph 2 of the Agreement.

The Embassy also kindly requests the esteemed Ministry to inform us whether the necessary constitutional procedure required for the entry into force of this agreement has been completed by the Government of the Hellenic Republic

The Embassy of the State of Kuwait in Athens avails itself of this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs of the Hellenic Republic the assurances of its highest consideration.



FROM: THE EMBASSY OF THE STATE OF KUWAIT
ATHENS

TO : THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE HELLENIC REPUBLIC
B3 DIRECTORATE OF BILATERAL ECONOMIC RELAYIONS WITH
NORTH AFRICAN, MIDDLE EASTERN AND GULF COUNTRIES

[GREEK TEXT – TEXTE GREC]

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΑΙ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ ΤΟΥ ΚΡΑΤΟΥΣ ΤΟΥ ΚΟΥΒΕΪΤ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΩΘΗΣΗ ΚΑΙ ΑΜΟΙΒΑΙΑ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΤΩΝ ΕΠΕΝΔΥΣΕΩΝ

Η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση του Κράτους του Κουβέιτ,
Αποκαλούμενες εφεξής «τα Συμβαλλόμενα Μέρη»,

ΕΠΙΘΥΜΩΝΤΑΣ τη δημιουργία ευνοϊκών συνθηκών για την ανάπτυξη της οικονομικής τους
συνεργασίας και, ιδίως, για τις επενδύσεις επενδυτών του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, στο
έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ότι η αμοιβαία προώθηση και προστασία των επενδύσεων αυτών, θα
συμβάλει στην τόνωση της επιχειρηματικής πρωτοβουλίας και στην αύξηση της ευημερίας των
δύο χωρών,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

ΑΡΘΡΟ 1

Ορισμοί

Για τους σκοπούς της παρούσας Συμφωνίας:

1. Με τον όρο «επένδυση» νοείται κάθε είδους περιουσιακό στοιχείο στο έδαφος του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, που ανήκει ή ελέγχεται, άμεσα ή έμμεσα από επενδυτή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, και περιλαμβάνει, ειδικότερα αλλά όχι αποκλειστικά:

- α) ενσώματη και άυλη, κινητή και ακίνητη ιδιοκτησία και κάθε εμπράγματο δικαίωμα όπως νομή, υποθήκες, εμπράγματα ασφάλειες και ενέχυρα,
- β) εταιρεία ή μετοχές, εταιρικά μερίδια, και άλλες μορφές συμμετοχής σε εταιρεία, ομόλογα, ομολογίες και άλλες μορφές τόκων χρέους σε εταιρεία, καθώς και άλλα χρέη, δάνεια και αξιόγραφα που εκδίδονται από επενδυτή,
- γ) χρηματικές απαιτήσεις και συμβατικές απαιτήσεις σε κάθε άλλο περιουσιακό στοιχείο ή παροχή που έχει οικονομική αξία,
- δ) δικαιώματα πνευματικής ιδιοκτησίας,
- ε) κάθε δικαίωμα εκχωρούμενο βάσει νόμου, σύμβασης ή κάθε είδους άδειας σύμφωνα με το νόμο, περιλαμβανομένων δικαιωμάτων για έρευνα, εξόρυξη ή εκμετάλλευση φυσικών πόρων.

Ο όρος «επένδυση» εφαρμόζεται επίσης σε συσσωρευμένη «απόδοση» προς επανεπένδυση και σε προϊόν ρευστοποίησης.

Οποιαδήποτε μεταβολή του τύπου της επένδυσης που έχει πραγματοποιηθεί δεν μεταβάλλει το χαρακτήρα της ως επένδυσης.

2. Με τον όρο «επενδυτής» νοείται σε σχέση με κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος:

- α) φυσικό πρόσωπο που έχει την ιθαγένεια του εν λόγω Συμβαλλόμενου Μέρους, σύμφωνα με τη νομοθεσία του,
- β) κάθε νομικό πρόσωπο ή άλλες οντότητες, περιλαμβανομένων εταιρειών πάσης φύσεως που έχουν συσταθεί σύμφωνα με τη νομοθεσία του εν λόγω Συμβαλλόμενου Μέρους,
- γ) η Κυβέρνηση του εν λόγω Συμβαλλόμενου Μέρους.

3. Με τον όρο «απόδοση» νοούνται τα έσοδα που αποφέρει μία επένδυση, ανεξάρτητα από τη μορφή στην οποία καταβάλλονται και περιλαμβάνει ειδικότερα, αλλά όχι αποκλειστικά, κέρδη, τόκους, μερίσματα, υπεροξία, δικαιώματα πνευματικής και βιομηχανικής ιδιοκτησίας και διαχείριση, τεχνική βοήθεια ή άλλες πληρωμές ή αμοιβές και πληρωμές σε είδος.

4. Με τον όρο «έδαφος» νοείται το έδαφος ενός Συμβαλλόμενου Μέρους περιλαμβανομένης κάθε

περιοχής πέραν των χωρικών υδάτων, το οποίο σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο έχει οριστεί ή μπορεί εφεξής να οριστεί, σύμφωνα με τη νομοθεσία ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, ως περιοχή επί της οποίας το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να ασκεί κυριαρχία ή δικαιοδοσία.

5. Με τον όρο «ελεύθερα μετατρέψιμο νόμισμα» νοείται νόμισμα ευρέως διαπραγματεύσιμο στις διεθνείς αγορές συναλλάγματος και ευρέως χρησιμοποιούμενο σε διεθνείς συναλλαγές.

ΑΡΘΡΟ 2

Αποδοχή και Προώθηση των Επενδύσεων

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος προωθεί και κάνει δεκτές, στο έδαφός του, επενδύσεις επενδυτών του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, σύμφωνα με τη νομοθεσία του.
2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, όσον αφορά τις επενδύσεις που εισέρχονται στο έδαφός του, παρέχει κάθε μορφή απαραίτητης άδειας, έγκρισης, συγκατάθεσης ή εξουσιοδότησης, στο βαθμό και με τους όρους που ορίζεται από τη νομοθεσία του.
3. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν να διαβουλευούνται με όποιο τρόπο θεωρούν κατάλληλο για την προώθηση και την διευκόλυνση των επενδυτικών ευκαιριών στο έδαφος του καθενός.
4. Σύμφωνα με τη νομοθεσία και τις διαδικασίες του κάθε Μέρους, όσον αφορά την είσοδο, παραμονή και εργασία φυσικών προσώπων:
 - α) ένα Συμβαλλόμενο Μέρος εξετάζει καλή τη πίστει αιτήματα επενδυτών του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, καθώς και στελεχών απασχολούμενων από τους εν λόγω επενδυτές, περιλαμβανομένων των μελών της οικογένειάς τους, να διαμείνουν προσωρινά στο έδαφός του, για να ασκήσουν δραστηριότητες σχετικές με τις επενδύσεις, περιλαμβανομένης και της παροχής συμβουλευτικών ή εξειδικευμένων τεχνικών υπηρεσιών.
 - β) στις εταιρείες που έχουν συσταθεί σύμφωνα με την εφαρμοστέα νομοθεσία του ενός Μέρους, και οι οποίες είναι επενδύσεις επενδυτών του άλλου Μέρους, επιτρέπεται να προσλαμβάνουν υψηλόβαθμα διοικητικά στελέχη και τεχνικό προσωπικό της επιλογής τους, ανεξάρτητα από εθνικότητα.
5. Σε περίπτωση μεταφοράς αγαθών ή προσώπων συνδεδεμένων με μια επένδυση, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, θα επιτρέπει, στον βαθμό που προβλέπεται από την σχετική νομοθεσία του, την εν λόγω μεταφορά από επιχειρήσεις του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

ΑΡΘΡΟ 3

Προστασία των Επενδύσεων

1. Οι επενδύσεις επενδυτών του Συμβαλλόμενου Μέρους απολαμβάνουν πάντοτε, στο έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, ορθής και δικαίας μεταχειρίσεως και πλήρους προστασίας και

ασφαλείας κατά τρόπο συνεπή με τη διεθνή νομοθεσία και τους όρους της παρούσας Συμφωνίας. Το κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος επ' ουδενί θα παρακωλύει με αυθαίρετα ή μεροληπτικά μέτρα τη διαχείριση, συντήρηση, χρήση, επέκταση, επικαρπία, πώληση ή άλλη μορφή διάθεσης, στο έδαφός του, επενδύσεων επενδυτών του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα καθιστά δημόσια διαθέσιμη τη νομοθεσία, τις διαδικασίες, κατευθυντήριες γραμμές, διοικητικές και δικαστικές αποφάσεις γενικής εφαρμογής, καθώς και τις διεθνείς συμφωνίες που σχετίζονται ή μπορεί να επηρεάσουν τη λειτουργία της παρούσας Συμφωνίας ή επενδύσεων, στο έδαφός του, από επενδυτές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.
3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος παρέχει αποτελεσματικά μέσα για την προβολή απαιτήσεων και τη διεκδίκηση δικαιωμάτων σχετικών με επενδύσεις. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος εξασφαλίζει, στους επενδυτές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, το δικαίωμα προσφυγής στα οικεία δικαστήρια, διοικητικά δικαστήρια και οργανισμούς, και κάθε άλλο όργανο που ασκεί δικαιοδοτική εξουσία, καθώς και το δικαίωμα να εξουσιοδοτούν πρόσωπα της επιλογής τους, που πληρούν τις προϋποθέσεις σύμφωνα με το εφαρμοστέο δίκαιο, προκειμένου να προβάλλουν απαιτήσεις και να διεκδικούν δικαιώματα σχετικά με τις επενδύσεις τους.
4. Στις επενδύσεις, εφόσον επιτραπούν, δεν επιβάλλονται, από κανένα Συμβαλλόμενο Μέρος, πρόσθετες απαιτήσεις που μπορεί να ζημιώσουν τη βιωσιμότητά τους ή να επηρεάσουν δυσμενώς τη διαχείριση, συντήρηση, χρήση, επέκταση, επικαρπία, πώληση ή άλλη μορφή διάθεσής τους.

ΑΡΘΡΟ 4

Μεταχείριση των Επενδύσεων

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος παρέχει στις επενδύσεις που πραγματοποιούνται στο έδαφός του από επενδυτές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, μεταχείριση όχι λιγότερο ευνοϊκή από εκείνη που παρέχει σε επενδύσεις των ιδίων επενδυτών του ή σε επενδύσεις επενδυτών τρίτου κράτους, εφαρμόζοντας την ευνοϊκότερη μεταχείριση.
2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος παρέχει στους επενδυτές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, όσον αφορά τη διαχείριση, συντήρηση, χρήση, επέκταση, επικαρπία ή διάθεση των επενδύσεών τους στο έδαφός του, μεταχείριση όχι λιγότερο ευνοϊκή από εκείνη που παραχωρεί στους ίδιους επενδυτές του ή σε επενδυτές τρίτου κράτους, εφαρμόζοντας την ευνοϊκότερη μεταχείριση.
3. Οι διατάξεις των παραγράφων 1 και 2 του παρόντος άρθρου:
 - α) δεν υποχρεώνουν ένα Συμβαλλόμενο Μέρος να εκτείνει στους επενδυτές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους το όφελος οποιασδήποτε μεταχείρισης, προτίμησης ή προνομίου που απορρέει:
 - από τη συμμετοχή του σε οποιαδήποτε υπάρχουσα ή μελλοντική τελωνειακή ένωση,

νομισματική ένωση, οικονομική ένωση, συμφωνία περιφερειακής οικονομικής ολοκλήρωσης ή παρόμοια συμφωνία ή

- από οποιαδήποτε διεθνή συμφωνία ή διακανονισμό που να σχετίζεται εξ ολοκλήρου ή κυρίως με τη φορολογία.

β) δεν εφαρμόζονται ως προς την παράγραφο 5 του άρθρου 7 της παρούσας Συμφωνίας.

ΑΡΘΡΟ 5

Απαλλοτρίωση

1. α) Επενδύσεις επενδυτών του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, δεν υπόκεινται σε εθνικοποίηση, απαλλοτρίωση, αφαίρεση περιουσιακού στοιχείου ή οποιοδήποτε άλλο άμεσο ή έμμεσο μέτρο, τα αποτελέσματα του οποίου ισοδυναμούν με εθνικοποίηση, απαλλοτρίωση ή αφαίρεση περιουσιακού στοιχείου (αποκαλούμενες εφεξής συνολικά «απαλλοτρίωση»), από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος, παρά μόνον για λόγους δημόσιου συμφέροντος σχετιζόμενους με τις εσωτερικές ανάγκες του εν λόγω Συμβαλλόμενου Μέρους, με νόμιμες διαδικασίες γενικής εφαρμογής, σε μη διακριτική βάση και κατόπιν καταβολής άμεσης, επαρκούς και αποτελεσματικής αποζημίωσης.

β) Η αποζημίωση αυτή ισούται με την τρέχουσα αξία της απαλλοτριωθείσας επένδυσης, καθορίζεται και υπολογίζεται σύμφωνα με διεθνώς αναγνωρισμένες αρχές αποτίμησης, βάσει της πραγματικής αγοραίας αξίας της απαλλοτριωθείσας επένδυσης κατά το χρονικό σημείο αμέσως πριν από την εκτέλεση της απαλλοτρίωσης ή τη δημοσιοποίηση της επικείμενης απαλλοτρίωσης, επιλεγμένου του προγενέστερου χρονικού σημείου. Η αποζημίωση αυτή περιλαμβάνει τόκο, με το ισχύον στην αγορά εμπορικό επιτόκιο, από την ημερομηνία της απαλλοτρίωσης έως την ημερομηνία καταβολής.

2. Στο πλαίσιο των αρχών που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου και μη θιγόμενων των δικαιωμάτων του επενδυτή σύμφωνα με το άρθρο 9 της παρούσας Συμφωνίας, ο θιγόμενος επενδυτής έχει δικαίωμα άμεσης επανεξέτασης της υπόθεσής του, περιλαμβανομένης της εκτίμησης της αξίας της επένδυσής του και της καταβολής της αποζημίωσης, από δικαστική ή άλλη αρμόδια και ανεξάρτητη αρχή του Συμβαλλόμενου Μέρους προέβη στην απαλλοτρίωση.

3. Για μεγαλύτερη ασφάλεια, η απαλλοτρίωση περιλαμβάνει περιπτώσεις κατά τις οποίες Συμβαλλόμενο Μέρος προβαίνει σε απαλλοτρίωση περιουσιακών στοιχείων εταιρείας ή νομικής οντότητας η οποία έχει συσταθεί σύμφωνα με τη νομοθεσία του, σε οποιοδήποτε σημείο του εδάφους του, και της οποίας επενδυτής του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους κατέχει μετοχές.

4. Για τους σκοπούς της παρούσας Συμφωνίας ο όρος «απαλλοτρίωση» περιλαμβάνει επίσης παρεμβάσεις ή κανονιστικά μέτρα Συμβαλλόμενου Μέρους τα οποία έχουν *de facto* ως αποτέλεσμα απαλλοτρίωση, ως προς το ότι το αποτέλεσμα τους καταλήγει, στην πράξη, στη στέρηση του επενδυτή από την ιδιοκτησία, τον έλεγχο ή ουσιαστικό οφέληματα της επένδυσής του ή που μπορεί να έχουν ως αποτέλεσμα την απώλεια ή ζημία της οικονομικής αξίας της

επένδυσης, όπως το πάγωμα ή τη δέσμευση της επένδυσης, την επιβολή αυθαίρετων ή υπερβολικών φόρων στην επένδυση, την υποχρεωτική πώληση όλης ή μέρους της επένδυσης ή άλλα παρόμοια μέτρα.

ΑΡΘΡΟ 6

Αποζημιώσεις

1. Οι επενδυτές του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους των οποίων οι επενδύσεις στο έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους υφίστανται ζημίες λόγω πολέμου ή άλλης ένοπλης σύγκρουσης, κατάστασης έκτακτης ανάγκης, πολιτικών αναταραχών, εξέγερσης, στάσης ή άλλων παρόμοιων γεγονότων στο έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, απολαμβάνουν από το δεύτερο Συμβαλλόμενο Μέρος μεταχείριση, όσον αφορά την αποκατάσταση, επανόρθωση, αποζημίωση ή άλλου είδους διευθέτηση, όχι λιγότερο ευνοϊκή από εκείνη που το Συμβαλλόμενο Μέρος αυτό επιφυλάσσει στους ίδιους επενδυτές του ή στους επενδυτές τρίτου κράτους, εφαρμόζοντας την ευνοϊκότερη μεταχείριση.

2. Μη θιγομένων των διατάξεων της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου, επενδυτές του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους οι οποίοι, σε οποιαδήποτε από τις περιπτώσεις που αναφέρονται στην παράγραφο αυτή, υφίστανται ζημίες στο έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους λόγω:

α) επίταξης της επένδυσής τους ή μέρους αυτής από τις δυνάμεις ή αρχές του δεύτερου Συμβαλλόμενου Μέρους, ή

β) καταστροφής της επένδυσής τους ή μέρους αυτής από τις δυνάμεις ή αρχές του δεύτερου Συμβαλλόμενου Μέρους, η οποία δεν επιβαλλόταν από τις περιστάσεις,

τυγχάνουν άμεσης, επαρκούς και αποτελεσματικής επανόρθωσης ή αποζημίωσης.

ΑΡΘΡΟ 7

Μεταφορές

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος εγγυάται, στους επενδυτές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, την ελεύθερη μεταφορά πληρωμών που σχετίζονται με επένδυση εντός ή εκτός του εδάφους του, περιλαμβανομένης της μεταφοράς:

α) του αρχικού κεφαλαίου και κάθε πρόσθετου ποσού για τη συντήρηση, τη διαχείριση και την ανάπτυξη της επένδυσης,

β) απόδοσης,

- γ) πληρωμών, βάσει δανειακής σύμβασης, περιλαμβανομένων χρεολύσιου και συσσωρευμένων τόκων,
- δ) πάσης φύσεως δικαιωμάτων όπως αναφέρονται στο άρθρο 1, παράγραφος δ),
- ε) προϊόντος πώλησης ή ρευστοποίησης της επένδυσης ή μέρους αυτής,
- στ) αποδοχών και λοιπών εισοδημάτων προσωπικού που προσλαμβάνεται από το εξωτερικό σε σχέση με επένδυση,
- ζ) καταβολών αποζημιώσεων σύμφωνα με τα άρθρα 5 και 6,
- η) καταβολών αναφερόμενων στο άρθρο 8,
- θ) πληρωμών που προκύπτουν από την επίλυση διαφορών.
2. Οι μεταφορές της παραγράφου 1 πραγματοποιούνται χωρίς καθυστέρηση ή περιορισμούς και, εκτός από την περίπτωση πληρωμών σε είδος, σε ελεύθερα μετατρέψιμο νόμισμα. Σε περίπτωση καθυστέρησης στην πραγματοποίηση των απαιτούμενων μεταφορών, ο θιγόμενος επενδυτής δικαιούται να λάβει τόκο για την περίοδο της εν λόγω καθυστέρησης.
 3. Οι μεταφορές πραγματοποιούνται με την ισοτιμία συναλλάγματος που ισχύει στην αγορά του Συμβαλλόμενου Μέρους υποδοχής για το συγκεκριμένο νόμισμα κατά την ημερομηνία της μεταφοράς του.
 4. Με τον όρο «χωρίς καθυστέρηση» νοείται η περίοδος που συνήθως απαιτείται για την ολοκλήρωση των αναγκαίων διατυπώσεων για τη μεταφορά πληρωμών. Η εν λόγω περίοδος αρχίζει την ημέρα υποβολής του αιτήματος για μεταφορά και επ' ουδενί μπορεί να υπερβαίνει τον ένα μήνα.
 5. Οι διατάξεις των παραγράφων 1 – 4 του παρόντος άρθρου δεν αποκλείουν σε ένα Συμβαλλόμενο Μέρος να εκπληρώνει τις διεθνείς υποχρεώσεις του ή τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τη συμμετοχή του σε οργανισμό περιφερειακής οικονομικής ολοκλήρωσης στον οποίο έχει μεταβιβάσει κυριαρχικές αρμοδιότητες, όσον αφορά περιορισμούς των κινήσεων κεφαλαίων προς ή από τρίτη χώρα.

ΑΡΘΡΟ 8

Υποκατάσταση

1. Εάν ένα Συμβαλλόμενο Μέρος ή ο οριζόμενος Οργανισμός του (το «Μέρος που καταβάλλει Αποζημίωση») πραγματοποιήσει πληρωμή ως αποζημίωση ή εγγύηση που καταβάλλεται για επένδυση στο έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους (το «Μέρος Υποδοχής») το Μέρος Υποδοχής αναγνωρίζει:

- α) τη μεταβίβαση στο Μέρος που καταβάλλει την αποζημίωση διά νόμου ή νομικής δικαιοπραξίας όλων των δικαιωμάτων και απαιτήσεων του μέρους που λαμβάνει την αποζημίωση, και
- β) ότι το Μέρος που καταβάλλει την αποζημίωση δικαιούται να ασκεί αυτά τα δικαιώματα και να προβάλει αυτές τις απαιτήσεις δυνάμει της υποκατάστασης, στον ίδιο βαθμό με το μέρος που λαμβάνει αποζημίωση.
2. Το πρώτο Συμβαλλόμενο Μέρος δικαιούται σε κάθε περίπτωση την ίδια μεταχείριση όσον αφορά:
- α) τα δικαιώματα και τις απαιτήσεις που έχει αποκτήσει δυνάμει μεταβίβασης, και
- β) κάθε πληρωμή που συνδέεται με τα εν λόγω δικαιώματα και απαιτήσεις, εφόσον το μέρος που λαμβάνει την αποζημίωση την δικαιούται δυνάμει της παρούσας Συμφωνίας, όσον αφορά τη συγκεκριμένη επένδυση και τη σχετική απόδοση.

ΑΡΘΡΟ 9

Επίλυση Διαφορών μεταξύ Συμβαλλόμενου Μέρους και Επενδυτή

1. Οι διαφορές μεταξύ Συμβαλλόμενου Μέρους και επενδυτή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, που αφορούν υποχρέωση του πρώτου βάσει της παρούσας Συμφωνίας, σε σχέση με επένδυση του δεύτερου, επιλύονται, ει δυνατόν, φιλικά από τα ενδιαφερόμενα μέρη.
2. Εάν η εν λόγω διαφορά δεν μπορέσει να επιλυθεί εντός έξι μηνών από την ημερομηνία κατά την οποία ένα ενδιαφερόμενο μέρος ζήτησε φιλική διευθέτηση επιδίδοντας έγγραφη ειδοποίηση στο άλλο μέρος, ο ενδιαφερόμενος επενδυτής μπορεί να επιλέξει, για την επίλυση της διαφοράς αυτής, έναν από τους ακόλουθους τρόπους:
 - α) τα αρμόδια δικαστήρια του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου έχει πραγματοποιηθεί η επένδυση, ή
 - β) οποιοσδήποτε εφαρμοστέες διαδικασίες επίλυσης διαφορών έχουν συμφωνηθεί προηγουμένως, ή
 - γ) τη διεθνή διαιτησία σύμφωνα με τις ακόλουθες παραγράφους του παρόντος άρθρου.
3. Στην περίπτωση που ένας επενδυτής επιλέξει να υποβάλει τη διαφορά προς επίλυση σε διεθνή διαιτησία, η διαφορά πρέπει να υποβληθεί σε έναν από τους ακόλουθους οργανισμούς:

α) στο Διεθνές Κέντρο Επίλυσης Διαφορών εξ Επενδύσεων (το «Κέντρο»), που ιδρύθηκε με τη Σύμβαση "για την ρύθμιση των σχετιζομένων προς τις επενδύσεις διαφορών μεταξύ Κρατών και υπηκόων άλλων Κρατών", η οποία ανοίχθηκε για υπογραφή στην Ουάσινγκτον στις 18 Μαρτίου 1965 (η «Σύμβαση της Ουάσινγκτον»),

β) σε διαιτητικό δικαστήριο συγκροτούμενο σύμφωνα με τους Κανόνες περί Διαιτησίας (οι «Κανόνες») της Επιτροπής των Ηνωμένων Εθνών για το Διεθνές Εμπορικό Δίκαιο (UNCITRAL), όπως οι εν λόγω Κανόνες μπορούν να τροποποιηθούν από τα ενδιαφερόμενα μέρη (η αναφερόμενη στο Άρθρο 7 των Κανόνων Αρμόδια για τους Διορισμούς Αρχή θα είναι ο Γενικός Γραμματέας του Κέντρου),

γ) σε διαιτητικό δικαστήριο συγκροτούμενο σύμφωνα με τους κανόνες διαιτησίας οποιουδήποτε διαιτητικού οργανισμού συμφωνηθεί αμοιβαία από τα ενδιαφερόμενα μέρη.

4. Παρά το γεγονός ότι ο επενδυτής μπορεί να έχει υποβάλει μια διαφορά σε δεσμευτική διαιτησία σύμφωνα με την παράγραφο 3, μπορεί πριν από τον οργανισμό της διαιτητικής διαδικασίας ή κατά τη διάρκεια της διαδικασίας, να αναζητήσει ενώπιον των διοικητικών ή άλλων δικαστηρίων του αντίδικου Συμβαλλόμενου Μέρους, τη λήψη ασφαλιστικών μέτρων για τη διατήρηση των δικαιωμάτων και των συμφερόντων του, υπό τον όρο να μην περιλαμβάνεται καταβολή οποιασδήποτε αποζημίωσης.
5. Το κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος με την παρούσα Συμφωνία συναινεί άνευ όρων στην υποβολή διαφοράς εξ επενδύσεων προς επίλυση με δεσμευτική διαιτησία σύμφωνα με την επιλογή του επενδυτή κατά την παράγραφο 3(α) και (β) ή την αμοιβαία συμφωνία αμφοτέρων των μερών της διαφοράς κατά την παράγραφο 3(γ).
6. α) Η συναίνεση της παραγράφου 5, μαζί με τη συναίνεση της παραγράφου 3, πρέπει να πληρούν τον όρο για έγγραφη συμφωνία των εμπλεκόμενων σε διαφορά μερών, στο πλαίσιο καθενός από τα εξής: του Κεφαλαίου II της Συνθήκης της Ουάσινγκτον, των Κανόνων που διέπουν την Πρόσθετη Διευκόλυνση, του άρθρου II της Σύμβασης των Ηνωμένων Εθνών "περί της αναγνώρισης και εκτέλεσης των αλλοδαπών διαιτητικών αποφάσεων" που υπογράφηκε στη Νέα Υόρκη στις 10 Ιουνίου 1958 (η «Σύμβαση της Νέας Υόρκης»), και του άρθρου 1 των Κανόνων περί Διαιτησίας της UNCITRAL.
- β) Οποιαδήποτε διαιτησία κατά το παρόν άρθρο, καθώς μπορεί να συμφωνηθεί από τα εμπλεκόμενα μέρη, πρέπει να διεξαχθεί σε χώρα μέλος της Σύμβασης της Νέας Υόρκης. Απαιτήσεις που υποβάλλονται προς διαιτησία καθώς προβλέπεται από την παρούσα Συμφωνία, θεωρούνται ότι προκύπτουν από εμπορική σχέση ή συναλλαγή στο πλαίσιο του άρθρου 1 της Σύμβασης της Νέας Υόρκης.
- γ) Κανένα Συμβαλλόμενο Μέρος δεν θα παρέχει διπλωματική προστασία ούτε θα παραπέμπει διεθνές αίτημα, σε σχέση με οποιαδήποτε διαφορά που έχει υποβληθεί προς διαιτησία, εκτός εάν το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος αδυνατεί να συμμορφωθεί και να αναλάβει το επιδικαζόμενο κατά την εν λόγω διαφορά. Εντούτοις, η διπλωματική προστασία στο πλαίσιο της παρούσας υποπαραγράφου δεν θα περιλαμβάνει ανεπίσημες διπλωματικές ανταλλαγές που θα έχουν

αποκλειστικό σκοπό να διευκολύνουν την επίλυση της διαφοράς.

7. Ένα διαιτητικό δικαστήριο συγκροτούμενο κατά το παρόν άρθρο θα αποφασίζει τα θέματα της διαφοράς σύμφωνα με τους κανόνες δικαίου που μπορεί να συμφωνηθούν από τους διαδίκους. Ελλείψει τέτοιας συμφωνίας, θα εφαρμόζει τη νομοθεσία του διάδικου Συμβαλλόμενου Μέρους, περιλαμβανομένων των κανόνων του σχετικά με τη σύγκρουση νόμων, τις σχετικές διατάξεις της παρούσας Συμφωνίας και όποιους από τους αναγνωρισμένους κανόνες του διεθνούς δικαίου μπορούν να εφαρμοστούν.
8. Κατά το άρθρο 25(2)(β) της Σύμβασης της Ουάσινγκτον, ένας επενδυτής που δεν είναι φυσικό πρόσωπο και έχει την εθνικότητα διάδικου Συμβαλλόμενου Μέρους, κατά την ημερομηνία της έγγραφης συναίνεσης της αναφερόμενης στην παράγραφο (6) και ο οποίος, προτού ανακύψει διαφορά ανάμεσα σε αυτόν και το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος, ελέγχεται από επενδυτές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, θα θεωρείται «υπήκοος άλλου Συμβαλλόμενου Κράτους» και κατά το άρθρο 1(6) των Κανόνων της Πρόσθετης Διευκρίνισης θα θεωρείται «υπήκοος άλλου Κράτους».
9. Οι διαιτητικές αποφάσεις, οι οποίες μπορεί να περιλαμβάνουν επιδίκαση τόκων, είναι τελικές και δεσμευτικές για τα διάδικα μέρη. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα εκτελεί αμέσως οποιαδήποτε τέτοια απόφαση και θα μεριμνά για την αποτελεσματική εφαρμογή των αποφάσεων αυτών στο έδαφός του.
10. Σε οποιοσδήποτε δικαστικές, διαιτητικές ή άλλου είδους διαδικασίες ή στην εφαρμογή οποιασδήποτε απόφασης ή επιδίκασης, που αφορά διαφορά εξ επενδύσεων ανάμεσα σε Συμβαλλόμενο Μέρος και επενδυτή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, το Συμβαλλόμενο Μέρος δεν θα διεκδικεί, ως υπεράσπιση, την κρατική ετεροδικία. Οποιαδήποτε ανταγωγή ή δικαίωμα συμψηφισμού δεν μπορεί να βασίζεται στο γεγονός ότι ο ενδιαφερόμενος επενδυτής έχει ή πρόκειται να λάβει, δυνάμει ασφαλιστήριου συμβολαίου, αποζημίωση ή άλλη αντιστάθμιση για το σύνολο ή μέρος των ζημιών που ισχυρίζεται ότι υπέστη από οποιοδήποτε τρίτο μέρος, δημόσιο ή ιδιωτικό, περιλαμβανομένου άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, και των διοικητικών υποδιαίρεσεων, οργανισμών και φορέων του.

ΑΡΘΡΟ 10

Επίλυση Διαφορών μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών

1. Κάθε διαφορά μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών σχετική με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας Συμφωνίας, επιλύεται, ει δυνατόν, με διαβουλεύσεις ή διαπραγματεύσεις δια της διπλωματικής οδού.
2. Εάν η διαφορά δεν διευθετηθεί εντός έξι μηνών από την ημερομηνία κατά την οποία ένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη αιτήθηκε τις εν λόγω διαβουλεύσεις ή διαπραγματεύσεις, και εκτός εάν τα Συμβαλλόμενα μέρη συμφωνήσουν διαφορετικά εγγράφως, το ένα Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, με έγγραφη ειδοποίηση στο άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος, να υποβάλει τη διαφορά σε

διαιτητικό δικαστήριο συγκροτούμενο επί τούτου, σύμφωνα με τις ακόλουθες διατάξεις του παρόντος άρθρου.

3. Το διαιτητικό δικαστήριο συγκροτείται ως εξής: κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος διορίζει ένα μέλος και τα δύο αυτά μέλη ορίζουν, κατόπιν μεταξύ τους συμφωνίας, υπήκοο τρίτης χώρας, με την οποία και τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη διατηρούν διπλωματικές σχέσεις, ως Πρόεδρο του διαιτητικού δικαστηρίου ο οποίος θα οριστεί στη συνέχεια από τα δυο Συμβαλλόμενα Μέρη. Τα μέλη διορίζονται εντός δυο μηνών και ο Πρόεδρος εντός τεσσάρων μηνών, από την ημερομηνία κατά την οποία το ένα Συμβαλλόμενο Μέρος γνωστοποίησε στο άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος την πρόθεσή του να παραπέμψει τη διαφορά σε διαιτητικό δικαστήριο.
4. Εάν εντός των προθεσμιών που καθορίζονται στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου δεν έχουν γίνει οι αναγκαίοι διορισμοί, οποιοδήποτε από τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορεί, ελλείψει άλλης συμφωνίας, να ζητήσει από τον Πρόεδρο του Διεθνούς Δικαστηρίου να προβεί στους αναγκαίους διορισμούς. Εάν ο Πρόεδρος του Διεθνούς Δικαστηρίου είναι υπήκοος ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη ή κωλύεται κατ' άλλον τρόπο να ασκήσει το εν λόγω καθήκον, καλείται να προβεί στους αναγκαίους διορισμούς ο Αντιπρόεδρος και, σε περίπτωση που ο τελευταίος είναι υπήκοος Συμβαλλόμενου Μέρους ή κωλύεται κατ' άλλον τρόπο να ασκήσει το εν λόγω καθήκον, το αρχαιότερο κατά σειράν Μέλος του Δικαστηρίου που δεν είναι υπήκοος Συμβαλλόμενου Μέρους, καλείται να προβεί στους αναγκαίους διορισμούς.
5. Το διαιτητικό δικαστήριο αποφασίζει σύμφωνα με την παρούσα Συμφωνία, καθώς και με όποιους από τους γενικώς αναγνωρισμένους κανόνες του διεθνούς δικαίου μπορούν να εφαρμοστούν.
6. Το δικαστήριο αποφασίζει την εσωτερική του διαδικασία. Το δικαστήριο εκδίδει την απόφασή του κατά πλειοψηφία. Η απόφαση αυτή είναι τελική και δεσμευτική για αμφοτέρωτα τα Συμβαλλόμενα Μέρη.
7. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος φέρει το κόστος του μέλους του διαιτητικού δικαστηρίου που διόρισε το ίδιο, καθώς και της εκπροσώπησής του κατά τις διαιτητικές διαδικασίες. Τις δαπάνες του Προέδρου καθώς και κάθε άλλο κόστος των διαιτητικών διαδικασιών φέρουν τα Συμβαλλόμενα Μέρη εξ ίσου. Εντούτοις, το διαιτητικό δικαστήριο έχει τη διακριτική ευχέρεια να ορίσει στην απόφασή του ότι ένα από τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θα φέρει μεγαλύτερο ποσοστό ή ολόκληρο το κόστος.

ΑΡΘΡΟ 11

Εφαρμογή άλλων Ρυθμίσεων

1. Εφόσον η νομοθεσία Συμβαλλόμενου Μέρους ή υφιστάμενες ή αναλαμβανόμενες στο μέλλον, βάσει του διεθνούς δικαίου, μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών υποχρεώσεις επί πλέον της παρούσας Συμφωνίας περιλαμβάνουν ρυθμίσεις, γενικές ή ειδικές, με τις οποίες παρέχεται το δικαίωμα σε επενδύσεις επενδυτών του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους για ευνοϊκότερη

μεταχείριση από την προβλεπόμενη με την παρούσα Συμφωνία, οι ρυθμίσεις αυτές, στο βαθμό που είναι ευνοϊκότερες, υπερισχύουν της παρούσας Συμφωνίας.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος τηρεί οποιαδήποτε άλλη συμβατική υποχρέωση έχει αναλάβει σε σχέση με συγκεκριμένη επένδυση επενδυτή του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους. Διαφορές που ανακύπτουν σχετικές με την ερμηνεία ή εκτέλεση της εν λόγω σύμβασης, επιλύονται βάσει των διατάξεων επίλυσης διαφορών της εν λόγω σύμβασης.

ΑΡΘΡΟ 12

Διαβουλεύσεις

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται, όποτε κρίνεται απαραίτητο, να προβαίνουν σε διαβουλεύσεις σχετικά με οποιοδήποτε ζήτημα αφορά στην εφαρμογή της παρούσας Συμφωνίας. Οι εν λόγω διαβουλεύσεις διεξάγονται μετά από πρόταση του ενός από τα δυο Συμβαλλόμενα Μέρη σε τόπο και σε χρόνο που θα συμφωνείται δια της διπλωματικής οδού.

ΑΡΘΡΟ 13

Πεδίο εφαρμογής

Η παρούσα Συμφωνία εφαρμόζεται σε όλες τις επενδύσεις που έχουν πραγματοποιηθεί στο έδαφος του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, σύμφωνα με τη νομοθεσία του, από επενδυτές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, τόσο πριν όσο και μετά τη θέση της σε ισχύ.

ΑΡΘΡΟ 14

Θέση σε Ισχύ

Η παρούσα Συμφωνία τίθεται σε ισχύ τριάντα ημέρες από την ημερομηνία κατά την οποία τα Συμβαλλόμενα Μέρη αντάλλαξαν έγγραφες ανακοινώσεις με τις οποίες πληροφορούν ότι ολοκληρώθηκαν οι διαδικασίες που απαιτούνται από τους αντίστοιχους συνταγματικούς κανόνες τους για τη θέση της σε ισχύ.

ΑΡΘΡΟ 15

Διάρκεια και Λήξη

1. Η παρούσα Συμφωνία παραμένει σε ισχύ για περίοδο είκοσι (20) ετών και στη συνέχεια παραμένει σε ισχύ για διαδοχικές περιόδους δέκα (10) ετών, εκτός εάν, τουλάχιστον ένα έτος πριν από τη λήξη της αρχικής ή οποιασδήποτε από τις μεταγενέστερες περιόδους ισχύος της, ένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη ειδοποιήσει εγγράφως το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος ότι

προτίθεται να λήξει την παρούσα Συμφωνία.

2. Όσον αφορά επενδύσεις που πραγματοποιήθηκαν πριν από την ημερομηνία καταγγελίας της παρούσας Συμφωνίας, οι διατάξεις της παρούσας Συμφωνίας εξακολουθούν να ισχύουν για μία περαιτέρω περίοδο είκοσι (20) ετών από την ημερομηνία αυτή.

Σε πίστωση των ανωτέρω οι αντίστοιχοι πληρεξούσιοι των δυο Συμβαλλόμενων Μερών υπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία.

Έγινε στην Αθήνα, την 12^η Ιουνίου 2014, σε δυο πρωτότυπα στην ελληνική, στην αραβική και στην αγγλική γλώσσα και όλα τα κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.

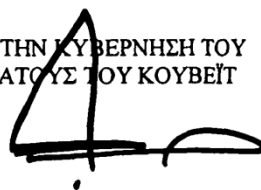
Σε περίπτωση διαφοράς, υπερισχύει το αγγλικό κείμενο.

ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ ΤΗΣ
ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ



ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ
ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ
ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ ΤΟΥ
ΚΡΑΤΟΥΣ ΤΟΥ ΚΟΥΒΕΪΤ



ΣΕΪΧΗΣ
SABAH KHALID AL-HAMAD AL-SABAH
Α΄ ΑΝΑΠΛΗΡΩΤΗΣ ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ